11e année — N° 202 — 10 Juillet 1935

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

CHANT DU 14 JUILLET :

Sous la Commune, il flotte encore
A la tête des bataillons.
L'infâme drapeau tricolore
En fit de glorieux haillons (bis)

(" LE DRAPEAU ROUGE ")

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X^e^)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.....	10 fr.
Six mois.....	20 »
Un an.....	40 »

EXTERIEUR

Trois mois.....	13 fr.
Six mois.....	26 »
Un an.....	50 »

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e^

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

SOMMAIRE

NOTES D'ECONOMIE ET DE POLITIQUE :

Front populaire, négation du front de classe. — Le Front populaire, prélude à l'union sacrée. — La lutte de classes, seul moyen de combattre le fascisme ..... R. LOUZON

L'Unité Syndicale et le Rassemblement antifasciste
par R. HAGNAUER

Contre la guerre ! Contre l'union sacrée !

Réponses des Jeunesses socialistes de la Seine et de la Vendée, de H. Guilbeaux, A. Lemire, C. Joly, L. Bert, I. Mett et N. Lazarevitch, E. Berth, des socialistes du XVI^e^, des sections socialistes des Lilas et de Deuil, de *Terre Libre*, Ernestan, Henensal, M. Martin, R. Vauthier.

Pas de nouveau 1914 ..... Fred ZELLER

Un ordre du jour du Parti socialiste italien.

L'adhésion de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix.

Quelques explications.

NOTES SUR L'U.R.S.S. :

Le métro à Moscou. — Le tirage des catéchismes. — On développe le patriotisme ..... M. YVON

Liberté pour Victor Serge! M. PAZ

Lettre d'Algérie :

Les causes du malaise indigène. J. LEUNOIS

FAITS ET DOCUMENTS :

Des « principes » terroristes au « réalisme » ministériel. — Le « danger mortel » pour le mouvement ouvrier belge.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Front populaire, négation du front de classe

*Une fois de plus, le prolétariat français va abandonner délibérément, officiellement, la défense de ses intérêts propres, de ses intérêts de classe, pour s'enrôler, comme masse de manœuvre, au service de l'un des clans de la bourgeoisie. L'expérience de Février 48 et de Septembre 70, et de leurs conséquences, Juin et Mai, est oubliée; on la renouvelle identiquement. Sous la même appellation hybride de « peuple », on entend confondre dans un même mouvement la petite bourgeoisie et le prolétariat, possédants et non-possédants : deux classes opposées, aux intérêts et à la mentalité violemment antagoniques. L'unité syndicale, c'est-à-dire l'*unité de classe, *l'unité des salariés sur le lieu même de leur exploitation et à propos de leur exploitation, s'annonçait comme une nécessité inéluctable : on va la réaliser, mais on lui fera perdre toute vertu en la noyant préalablement dans l' « unité » populaire qui, unifiant l'exploité et l'exploiteur, confondant, pour la défense d'intérêts prétendus « supérieurs », l'ouvrier, le « commerçant », le « petit patron », le « petit rentier », étouffera la lutte revendicative du premier, car celle-ci ne peut se poursuivre qu'aux dépens de ceux qui vivent, totalement ou partiellement, de la plus-value, c'est-à-dire de ceux dont les « classes moyennes » forment la grande majorité.*

Le « front populaire », c'est l'exacte transposition sur le plan politique de la doctrine de l' « intérêt général ». C'est le vieux mensonge — base de la domination idéologique bourgeoise — qu'il y a des intérêts communs aux classes antagoniques, des intérêts supérieurs aux intérêts de classe; c'est la négation de la lutte de classes.

Le Front populaire, prélude à l'union sacrée

Telles sont les caractéristiques de tout front populaire, mais dans le cas actuel il s'y ajoute un caractère particulier. Nul n'ignore que le front populaire s'est réalisé par la volonté de Moscou. Et nul ne peut pas ne pas voir — à moins d'avoir les yeux bouchés — que le changement total de la politique stalinienne est dû — uniquement — aux préoccupations nationales du gouvernement russe. La Russie est entrée dans le jeu des alliances impérialistes, et, comme à son habitude, elle va d'emblée jusqu'au bout, elle applique immédiatement toutes les conséquences : la France étant désormais l'alliée de la Russie contre l'Allemagne, il importe que la France soit forte militairement et moralement, il faut que la force intégrale de ses 40 millions d'habitants soit disponible pour la guerre contre l'Allemagne, il faut donc réaliser l' « union sacrée », l'union entre toutes les classes, la véritable union nationale.

Pour cela, on commence par ce qui est le plus facile : le « front populaire », c'est-à-dire l'union avec les classes bourgeoises dites moyennes, — puis, comme la notion de classe moyenne est une notion particulièrement élastique, on étendra petit à petit les classes moyennes jusqu'à ce qu'elles englobent toute la bourgeoisie, à quelques magnats près, et même peut-être y compris ces magnats.

J'ai d'ailleurs tort de parler au futur, car cette extension est déjà en voie de réalisation. N'avons-nous pas vu les Jeunesses dites communistes vouloir réaliser un mouvement de « jeunes » comprenant tous les groupes de « jeunes », quelle que soit leur étiquette politique ? Ne voyons-nous pas le parti communiste prendre, contre les socialistes, la défense des « néos », ceux qui ont fondé leur parti sur la devise Ordre, Autorité, Nation, *c'est-à-dire : fascisme et nationalisme ? N'avons-nous pas vu les députés communistes, lors d'une récente crise ministérielle, soutenir la nécessité d'un ministère allant jusqu'à Bonnevay, c'est-à-dire tout près de Tardieu et de Marin ?*

La bureaucratie stalinienne est donc la grande animatrice du « front populaire ». Cependant, pour faire « front » il faut être au moins deux; il faut qu'aux deux ailes il y ait un animateur. L'autre animateur du front populaire, c'est la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie est l'organisation qui a la conscience la plus aiguë des intérêts généraux de la bourgeoisie. Elle sait que la démocratie est la forme la plus stable de la domination bourgeoise; pour défendre contre les aventures cette forme spécifique du pouvoir bourgeois, elle est toujours prête à s'allier avec n'importe qui, même avec le prolétariat, sachant que son habileté et sa force lui permettront de faire de celui-ci le dindon de la farce. D'autre part, elle est patriote, elle est l'ardent défenseur de cette forme organique typique de la société bourgeoise qu'est la patrie; elle n'a point le patriotisme provocant des « trublions », elle est « sagement » et « pondérément » patriote, ce qui rend son patriotisme d'autant plus perspicace. Elle est donc toute prête, elle aussi, à l' « union sacrée », et un « front populaire », qui en est le prélude, ne peut, à ce titre également, que combler ses vœux.

Voilà pourquoi le parti radical, animé par la franc-maçonnerie, s'est précipité au front populaire avec une hâte égale, et sans plus guère de résistances intérieures que le parti stalinien. Les intérêts de la vieille bourgeoisie capitaliste française et de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique russe se sont trouvé parfaitement coïncider.

La lutte de classes, seul moyen de combattre le fascisme

Mais, dira-t-on peut-être, tout ce que vous nous dites là est bel et bon, cependant il y a le fascisme. L'union sacrée, c'est peut-être pour demain, mais, dès aujourd'hui, le fascisme est là. Contre le fascisme, danger le plus grave et le plus pressant, ne convient-il pas de s'unir — même par-dessus les classes?

Non ! Car le meilleur moyen pour la classe ouvrière de détruire le fascisme, c'est de rester elle-même, *c'est de lutter sur son propre terrain, pour ses propres revendications. L'intensification de la lutte de classes supprime le fascisme et renforce la démocratie; elle renforce la démocratie parce que celle-ci est la seule « forme commune de la domination bour-*

geoise », et que, lorsque le prolétariat menace, la bourgeoisie est obligée de s'unir, d'établir son propre front commun sous la seule forme sous laquelle ce lui est possible : celle de la démocratie.

En voulez-vous des exemples ?

Lorsque l'affaire Dreyfus eut donné naissance, il y a 35 ans, à un mouvement « nationaliste » exactement identique au mouvement fasciste français actuel, à cela près que le clergé y jouait un rôle plus considérable et qu'il était plus fort que le fascisme actuel, la franc-maçonnerie tenta de constituer, sous le nom de « Bloc des Gauches » et de « Défense Républicaine », un bloc analogue à l'actuel « front populaire. » Mais, en même temps, prenait naissance et se développait rapidement un mouvement de classe, *un pur mouvement de classe, indifférent aux luttes entre les clans bourgeois, proclamant bien haut son intention de lutter* exclusivement pour les intérêts ouvriers, *et mettant son intention en pratique : c'était le syndicalisme révolutionnaire et la C. G. T.*

Or, non seulement ce mouvement autonome de classe ne renforça pas le « nationalisme », mais dès qu'il commença à prendre une certaine importance, ce fut le « nationalisme », le fascisme d'alors, qui disparut comme par enchantement. C'est lorsqu'on couvrit Paris de manifestations faites dans des buts purement ouvriers, comme celles contre les bureaux de placement; c'est lorsque, des fenêtres de la Bourse du Travail, on bombardait le préfet de « défense républicaine » Lépine, et que les grévistes se battaient contre les gendarmes de Waldeck, « sauveur de la République », que la formidable vague fasciste, qui avait semblé, les années précédentes, devoir tout submerger, se mit à reculer aussi vite qu'elle avait avancé. Et c'est quand, durant les années suivantes, la lutte syndicale contre le patronat et l'Etat atteignit son point culminant que la démocratie, avec Combes, atteignait aussi le sien...

Par contre, regardez les pays où le fascisme a triomphé. Dans tous il n'a triomphé qu'à la suite et comme suite d'une longue période de « front populaire », d'un front commun entre le prolétariat et les classes moyennes, qui mit en veilleuse les revendications propres au prolétariat, sous couleur de défendre la République et la démocratie. Voyez l'Allemagne : qu'était-ce que l'alliance de la social-démocratie et de Brüning, sinon le « front populaire »? A quoi fut due, en Autriche, la politique d'immobilité de la social-démocratie, si ce n'est à la crainte de rompre avec ces bons alliés, les chrétiens-sociaux, ces représentants des classes moyennes, qui devaient protéger la classe ouvrière contre les nazis et les heimwehren, et qui, finalement la massacrèrent? Pareillement en Italie. Car c'est un mensonge éhonté de prétendre que le fascisme italien est la conséquence de l'occupation des usines, il est la conséquence de leur abandon. *C'est lorsque les ouvriers italiens eurent, pour faire plaisir au démocrate Giolitti et ne pas rompre avec les « classes moyennes » abandonné leur conquête, et à ce moment seulement, que le fascisme grandit. Si vous en doutez, lisez les écrits de Mussolini pendant la période de l'occupation des usines; vous y verrez un homme qui sue la peur et ne pense qu'à préparer ses batteries pour rallier la révolution triomphante.*

Sous des formes presque identiques, c'est donc partout la même chose. Lorsque le prolétariat abandonne sa lutte de classes, qu'il se laisse absorber dans la masse informe de ce que la bourgeoisie, habile dans l'art de créer des mots qui masquent les réalités, a baptisé le « peuple », le champ est ouvert pour les clans et les aventuriers qui veulent surimposer leur propre pouvoir à celui de la classe bourgeoise dans son ensemble; lorsque, au contraire, le prolétariat lutte résolument pour ses intérêts, ses intérêts propres, ses intérêts matériels directs, et pour eux seuls, il se trouve sauvegarder par cela même la forme de domination bourgeoise qui est la plus favorable à son propre développement : la démocratie.

R. Louzon.

P.-S. — Dans l'article sur l'allemanisme du dernier numéro de la *R. P.*, j'ai fait une omission très grave qu'il est nécessaire de réparer.

J'avais oublié de signaler que pour le P.O.S.R. non seulement le syndicat était l'organe essentiel de la lutte de classes, mais qu'aussi l'arme type du syndicat c'était la grève, la grève sous sa forme extrême : la grève générale, — qui, pour lui, était l'arme essentielle.

Si le P.O.S.R. ne fut pas l' « inventeur » de la grève générale (celui auquel on en attribue généralement la paternité est le camarade anarchiste Tortelier, l'un des orateurs les plus puissants du Faubourg), le P.O.S.R. ne s'empara pas moins, dès le début, de cette idée et en fit son drapeau. A la conception du socialisme bourgeois de la « conquête des pouvoirs publics », l'allemanisme ne cessa d'opposer la conception de la Révolution ouvrière : la Révolution avec l'arme propre de la classe ouvrière, la Révolution par la grève générale.

Où nous mène-t-on ?

Le camarade L. Emery a publié, dans *La Flèche*, de Lyon, un article dont le passage que voici nous paraît particulièrement digne d'être retenu par les militants :

On se demande parfois pourquoi nous critiquons le pacte franco-russe. Hélas ! c'est parce que nous l'avons lu...

...Sans y revenir, parcourons de nouveau ce texte embrouillé pétri par des rédacteurs subtils, bourré de formules élastiques. Il en ressort clair comme le jour que ce texte lie obligatoirement l'U.R.S.S. et ne lie la France que si elle le veut bien. L'intervention de la France contre l'Allemagne peut en effet être subordonnée à l'assentiment du cosignataire de Locarno, l'Angleterre. C'est dire que la France peut toujours se réserver le droit d'appliquer ou de ne pas appliquer l'engagement qu'elle vient de conclure. Et si M. Laval a qualifié de « pacte de guerre » le texte d'abord proposé par les Soviets, s'il ne l'a accepté que remanié et neutralisé, n'est-ce pas évidemment parce qu'il veut, le cas échéant, réserver sa décision?

*C'est lui, et pas Staline, qui a donné au pacte sa forme définitive, lui qui a posé et imposé ses conditions. Que Moscou ait fini par céder pour avoir une apparence d'appui français, cela prouve à quel point sont inquiets les dirigeants de l'U.R.S.S. Que l'accord conclu les satisfasse peu et qu'ils se défient, en particulier, de l'esprit dans lequel on l'a accepté, cela se juge à la violence des attaques de l'*Humanité *contre Laval. Et dès lors apparaît une conclusion si aveuglante et si lourde de sens, que je demande à tous nos lecteurs d'y bien réfléchir. Tout sera mis en œuvre pour amener au pouvoir l'an prochain en France, une* majorité dont fasse partie le Parti communiste et un gouvernement qui dépende de son soutien, parce que ce qu'on attend de ce gouvernement, c'est qu'il rende automatique et rigoureux un pacte considéré aujourd'hui comme aléatoire et peu sûr.

AVANT LE CONGRÈS DE LA C. G. T.

L'Unité syndicale et le Rassemblement antifasciste

Faut-il discuter ?

Nous sommes à deux mois du congrès de la C. G. T. Les événements lui donneront une importance exceptionnelle, et cependant, jamais des assises confédérales n'auront été préparées dans des conditions plus difficiles. L'esprit catastrophique dont nous avons déjà annoncé les dangers, l'année dernière, pèse à nouveau sur toutes les délibérations syndicales. La discussion sérieuse devient une anomalie et qui veut s'interroger sur les possibilités de la situation et du mouvement apparaît comme un infirme qu'il faut bousculer. « Nous n'avons pas le temps. Il faut agir. Il faut avoir confiance dans nos chefs. » Ces formules dignes du jargon hitlérien ou Croix de Feu grondent comme des imprécations dans les assemblées et les congrès.

Pas de discours... pas même de vote. On applaudit, on acclame... On lève la main... ou le poing et... on passe à l'ordre du jour.

Rien de plus historiquement faux que cette opposition entre la discussion et l'action. En pleine Terreur jacobine, à la Convention, dans les sections et dans les clubs, on parlait beaucoup et tous les grands problèmes étaient étudiés. Les congrès de la C.G.T. d'avant-guerre, qui ont eu presque tous des effets directs sur la vie ouvrière, n'avaient rien de comparable à ces assemblées d'aujourd'hui où des délégués dociles écoutent sagement et se lèvent bruyamment au signal. Enfin, les débuts de la Révolution russe furent marqués par de violentes polémiques entre Lénine et les autres chefs du bolchévisme.

Nous ne cesserons pas de proclamer que l'esprit révolutionnaire est à la fois multiple et un. Pas de séparation entre l'idéologie, l'action et la construction. Les responsabilités sont partagées, comme les pouvoirs sont confondus. La « spécialisation » est une invention de bureaucrates qui entendent demeurer en place, en laissant ignorer aux cochons de payants... et d'exécutants les secrets de leur haute mission.

Nous discuterons donc, même au risque d'être traités « d'incurables idiots » par un militant important de la Fédération des Fonctionnaires. Nous discuterons avec d'autant plus de conviction et d'entêtement que nous n'avons jamais cessé de formuler ici-même des suggestions pratiques quant à l'action, que nous avons le légitime orgueil d'être toujours présents et actifs, chaque fois que l'on nous appelle à agir...

Un seul congrès confédéral

Le Congrès prochain aurait à se prononcer, une fois de plus, sur l'unité syndicale. Il semble, en effet, que nous soyons sur le point d'aboutir. J'avoue comprendre mal les répugnances de certains. Certes, le prétexte actuel de l'unité est hors de nous, hors du mouvement ouvrier. Les états-majors se déterminent pour des motifs politiques et diplomatiques. Moscou a rejoint Genève. Les communistes sautent à pieds joints par-dessus l'unité d'action et le parti socialiste et s'allient aux plus modérés des démocrates. Leur opposition au plan de la C.G.T. s'affirme en réserves de plus en plus discrètes. Et Jouhaux s'enthousiasme pour la diplomatie soviétique.

Mais, diable, pouvions-nous attendre autre chose des états-majors? Ce qui compte, c'est que le résultat les dépasse et les dépassera plus encore, demain. Ce qui compte, c'est que les adhérents de nos syndicats poussaient à l'unité, depuis de longs mois, sans attendre la détermination des chefs et qu'aucune diplomatie n'aurait soulevé un mouvement aussi irrésistible. Ce qui compte encore, c'est que les militants unitaires et confédérés, influencés par notre long effort de dix ans, choisissent librement notre terrain (l'indépendance du syndicalisme) pour se rejoindre, sans difficultés. Ce qui importe, c'est de ne plus laisser les états-majors en tête à tête, car leurs bonnes dispositions d'aujourd'hui peuvent varier avec les soubresauts des diplomaties moscovite et genevoise.

Donc, un mot d'ordre simple : un seul Congrès représentant une seule C.G.T. La formule du congrès interconfédéral, soutenue encore par la Fédération unitaire, aurait le grave inconvénient de laisser subsister les deux forces groupées derrière leurs chefs. Nous voulons *l'unité à la base, avant le Congrès, sous le contrôle de commissions mixtes fonctionnant à tous les échelons de l'organisation syndicale*. Si les formalités doivent être longues, nous ne voyons aucun inconvénient à en reculer la date. Il ne serait même pas mauvais que celle-ci coïncidât avec celle de la rentrée parlementaire.

Car nous nous refusons à l'éventualité d'un congrès qui ne pourrait qu'entériner des décisions prises hors de lui-même. Ceux qui semblent craindre les dangers des improvisations négligent justement « le dynamisme » d'une réunion apparaissant comme une rupture avec le passé de scission.

Un congrès qui consacre l'unité — qui soit donc un congrès exclusivement *ouvrier* (sans autre qualificatif) — et qui soit vraiment *souverain* sur toutes choses — *souverain pour fixer son programme immédiat et dresser son plan, souverain pour désigner la direction confédérale, souverain pour organiser la démocratie syndicale comme pour régler la question internationale.*

Selon l'heureuse expression que Waroquier employait au sein de la section de la Seine des Fonctionnaires, le Congrès doit se tenir autour d'une table rase. Chacun apportera là le résultat des expériences vécues dans sa corporation et dans sa ville, l'expression de ses prévisions et de ses espoirs. Mais il faut faire sa part à l'imprévu...

Prévenir le fascisme

Convenons, d'ailleurs, que le Congrès ne passionne guère les militants. Le mois de septembre est si lointain... et voilà que nous parlons encore de reculer l'échéance ! Sommes-nous inconscients et aveugles ? Comme si tout ne devait pas être réglé d'ici quelques semaines, quelques jours !

Le tournant décisif n'est-il pas proche ?

Nous ne nous refusons pas à envisager cette hypothèse. Mais nous ne voulons pas être hypnotisés — pour ne pas dire affolés — par sa prévision. Rien, jusqu'ici, ne nous fait abandonner la thèse que nous avons fréquemment soutenue ici : la haute bourgeoisie menant sa politique avec une tranquille sûreté et une parfaite maîtrise, les mobilisations fascistes faisant partie d'un jeu complexe dont le parlementarisme n'est pas exclu.

Faut-il donc négliger ces mobilisations ? Il n'en est pas question. Nous aurions plutôt à nous étonner de quelque timidité dans la contre-attaque. Il y a quinze ans, nous n'attendions pas tous les jours le coup fasciste, nous ne tenions pas tous les soirs des meetings monstres, mais nous nous inclinions moins facilement devant les interdictions gouvernementales.

D'autre part, depuis un an et demi, l'organisation sérieuse et solide de la défense doit être achevée, prête à fonctionner au premier signal. Inutile d'alerter publiquement le prolétariat, à chaque nouvelle exhibition de Casimir. A ce petit jeu, on énerve les énergies, on affole les timides et... on crée l'atmosphère nécessaire à l'acceptation résignée des plus dures mesures gouvernementales.

Prévenir le fascisme, en France, c'est d'abord lutter contre la guerre, contre toute guerre. Comme nous l'avons proclamé dans notre manifeste contre la guerre, le nationalisme militaire créera cet Etat totalitaire (voulu par les fascistes) sans qu'il soit nécessaire de soulever précédemment un grand mouvement populaire.

Prévenir le fascisme, c'est aussi opposer une résistance acharnée à la politique de déflation, car les salariés de la fonction publique se détacheront vite d'un régime démocratique qui ne cesse de rogner sur leurs appointements.

Prévenir le fascisme, c'est encore ne pas laisser les chômeurs se détacher du prolétariat organisé. Pour cela, il importe que la solidarité à leur égard se manifeste concrètement. C'est dans ce domaine que devrait s'exprimer le syndicalisme des fonctionnaires et agents des Services Publics. Par des souscriptions permanentes (une cotisation syndicale supplémentaire) ...et aussi par une lutte acharnée contre tous les cumuls, de quelque nature qu'ils soient.

Prévenir le fascisme, c'est enfin réunir la jeunesse, la grouper, la retenir. Entendez que des formations purement politiques — quelle que soit leur heureuse combativité — sont insuffisantes, quand elles ne sont pas dangereuses. La jeunesse est naturellement mobile. Ses enthousiasmes peuvent la mener loin du terrain de classe. Elle demeurera là où elle pourra agir et créer, c'est-à-dire dans le syndicalisme. Encore faut-il que celui-ci n'apparaisse pas comme le défenseur exclusif des situations acquises, qu'il laisse aux jeunes une assez grande autonomie.

Cette prévention du fascisme, nous y avons songé. La *R. P.* a consacré de longues pages à toutes ces questions. Et nous ne nous sommes pas contentés de connaître notre devoir, nous l'avons fait. Nous n'avons négligé ni l'œuvre de solidarité, ni la suppression des cumuls, ni l'organisation des jeunes; et je n'ai pas besoin d'insister ici sur nos propositions précises quant à la lutte contre la déflation.

Nous pouvons donc encaisser avec quelque philosophie les mesures d'ostracisme prises contre nous à la Fédération des Fonctionnaires, comme les sarcasmes de tous les Duret du monde, nous apostrophant dédaigneusement du haut des colonnes de l'organe fédéral. Nous reconnaissons qu'il est très facile de « réaliser » dans sa bibliothèque. Nous n'avons guère le loisir de séjourner dans la nôtre. C'est que, depuis dix ans, il nous a fallu retrousser nos manches pour réparer les ravages causés par quelques grands doctrinaires, qui ont pu changer de camp sans perdre de leur superbe!

Le rassemblement ?

Mais la lutte contre le fascisme a permis de lancer la formule du rassemblement. Comme nous écrivons, elle est en pleine application directe. Nous serons donc suffisamment discrets, pour ne pas gêner l'expérience en cours. Cependant, il convient de voir clair.

L'an dernier, à pareille époque, dans un article intitulé *La classe contre les cohues,* nous nous élevions contre l'idée d'un rassemblement où les prolétaires seraient dispersés dans une foule sans contours nets, sans objectifs précis, et que des équipes dirigeantes mèneraient à leur guise.

Nous n'avons rien à retirer de cette condamnation préalable. Mais on n'en peut déduire que nous soyons hostiles au rassemblement autour des organisations ouvrières. Nous avons inlassablement réclamé de la C. G. T. qu'elle en prenne l'initiative. Nous pourrions citer des textes et des dates, en particulier nos interventions aux congrès du S. N. des Instituteurs de 1933 et de 1934. Notre thèse était celle-ci l'année dernière : « La C. G. T. a été le centre de la résistance antifasciste, le 12 février! Qu'elle profite de cette situation! » On connaît la suite, on sait de quelle façon la C. G. T. a répondu à nos appels. Elle vient trop tard à un rassemblement déjà formé, qu'elle n'a pas su provoquer et qui peut l'entraîner très loin.

Sans doute, le manque d'initiative et d'audace de ses dirigeants explique-t-il les sympathies de quelques militants pour des tentatives nouvelles et hardies? Il ne justifie pas certaines imprudences!

Parlons net. L'idée du rassemblement a un père naturel ou adoptif : notre ami André Delmas, le secrétaire général du S. N. des Instituteurs, qui l'a présentée au dernier congrès de la Fédération des Fonctionnaires sous cette forme : un groupement des formations politiques et sociales d'accord pour l'économie dirigée; groupement capable de se hisser au pouvoir et d'y installer un gouvernement à son image.

Delmas peut saluer avec quelque satisfaction orgueilleuse la réalisation du « Front populaire ».

Etait-il dans la coulisse ou dans la salle lorsque Daladier, Léon Blum et Maurice Thorez se rassemblaient sur une scène pour jeter des formules identiques (le premier avec sans doute plus d'énergie que les deux autres) à une foule enthousiaste ? A-t-il tenu la plume lorsque l'on a rédigé le programme du *Front populaire* du 5e arrondissement? Non, sans doute... car il n'engagerait pas à la légère l'organisation dont il a la charge. Mais les discours, les textes comptent moins ici que la réalisation même du rassemblement. Et de cela il est responsable.

Acceptons le « Front populaire » politique sans gêne, ni fausse ironie. Il est dans l'ordre naturel des choses en période de crise. Des partis dits ouvriers peuvent fort bien s'unir sur un vague programme politique avec une fraction de la petite bourgeoisie la plus mobile (fonctionnaires moyens, commerçants, intellectuels), séparée de l'autre fraction stabilisée et conservatrice. La scission probable dans le parti radical exprimerait politiquement cette rupture sociale. De là à envisager soit un grand parti populaire, analogue à la social-démocratie d'avant-guerre, soit un cartel de partis de gauche et d'extrême-gauche se prolongeant au gouvernement, il n'y a qu'un pas. Il est déjà franchi, la crise agraire facilitant le groupement de tous les petits paysans unis, sinon dans le même espoir, du moins dans la même inquiétude.

Mais, au sein de ce rassemblement-là, la C.G.T. n'a rien à faire. Nous sommes heureux de constater qu'au dernier Conseil fédéral des fonctionnaires, Juliette Harzelec (de la Section de la Seine), Waroquier (des Indirectes), Dubois (de l'Enseignement technique) et même Lacoste (que le retour de la date fatidique du 9 juillet impressionne sans doute)

ont exprimé sur l'action préconisée par Delmas des réserves qui rejoignent les nôtres.

Non que la C.G.T. ait à se désintéresser complètement de ces tentatives politiques ! Nous avons nous-mêmes regretté son silence et son inaction, cependant que l'équipe Laval se constituait dans les bureaux de la Banque de France. Son programme, ce qu'il y a d'immédiatement réalisable dans son plan pourrait être heureusement imposé à l'équipe gouvernementale nouvelle, d'ailleurs fortement menacée par les ligues et naturellement portée à solliciter l'appui de la classe ouvrière.

Mais la C.G.T. n'aurait rien à gagner et tout à perdre à déléguer quelques-uns de ses représentants dans un tel gouvernement. Vous divisez encore ! va-t-on s'écrier. Non, nous distinguons. Un parti politique se forme autour d'une doctrine et d'un programme. Il est normalement conduit (quelle que soit la violence de sa propagande) à s'installer dans les institutions légales : municipalités, parlement, gouvernement. Nous laisserons aux groupes de bolcheviks-léninistes l'illusion d'un parti abstrait, paré de toutes les vertus révolutionnaires et capable de « diriger » le prolétariat vers ses fins historiques. Sous nos yeux, nous ne voyons que des partis très concrets, ayant des ambitions à la fois plus modestes et plus vulgaires.

Un syndicat, au contraire, groupe exclusivement des travailleurs unis par une communauté de situation sociale et d'intérêts. Il est une institution nouvelle extra-légale, qui peut coexister provisoirement avec les institutions légales, mais qui est fatalement appelée à les détruire et à les remplacer. Et la C.G.T. n'est pas un groupement d'individus, mais une union de syndicats.

On a le choix entre deux formules : un gouvernement parlementaire ou un gouvernement extra-parlementaire, en précisant que nous appelons gouvernement parlementaire, quelle que soit sa composition, celui qui tient ses pouvoirs du Parlement.

Dans un gouvernement parlementaire ne peuvent figurer que des représentants de partis politiques ou des individualités appelées par les partis politiques.

Un gouvernement extra-parlementaire ne tiendrait pas ses pouvoirs du Parlement. Il devrait donc s'appuyer sur une autre force, sur un autre organisme, sur d'autres institutions, parmi lesquelles les partis politiques actuels n'auraient pas leur place.

Marcelle Pommera protestait, au cours de notre réunion du 2 février, contre notre syndicalisme excessif. « *Et nous, socialistes, pourquoi nous mépriser ? En réclamant pour les syndicats le pouvoir, vous nous écartez de celui-ci.* »

Mais Marcelle Pommera n'est-elle pas syndiquée ? Ne peut-elle militer dans son syndicat, agir par son syndicat ? Tout le pouvoir aux syndicats, c'est le pouvoir à Marcelle Pommera comme à nous-mêmes. Tout le pouvoir au Parti socialiste, c'est le pouvoir à Marcelle Pommera seulement.

Dans un comité ou un gouvernement où figureraient Blum et Jouhaux, Marcelle Pommera serait représentée deux fois ; nous, une fois seulement. Ce n'est pas grave lorsqu'il s'agit d'une action défensive contre le fascisme et la guerre, surtout si Jouhaux est au centre, à la tête, et si Blum n'est là qu'à côté des représentants d'autres partis politiques. C'est beaucoup plus grave lorsqu'il s'agit de réaliser, au gouvernement ou ailleurs.

Cependant, des camarades semblent plus exigeants et plus impatients que nous. Les partis politiques ont fait faillite. Ils ne peuvent plus inspirer confiance aux masses populaires. Un gouvernement émanant d'eux-mêmes n'aurait aucun dynamisme. On veut du neuf. Et on n'a pas le temps d'attendre l'insurrection, la prise révolutionnaire du pouvoir. La C.G.T., pour appliquer son programme ou même pour réaliser son plan, ne peut-elle avoir aucune action directe au Parlement et surtout au gouvernement ?

Demandons à ces camarades d'être précis. Nous avons dit — et cette constatation n'a pas le mérite de la nouveauté — que la C.G.T., en tant que telle, ne peut avoir aucune action parlementaire et donc gouvernementale dans un gouvernement parlementaire.

Le neuf qu'ils souhaitent, est-ce une liaison organique entre un parti politique et la C.G.T., celui-là exprimant politiquement les revendications de celle-ci ? Est-ce même un seul parti ouvrier groupant syndicats et organismes politiques ? Nous avons l'exemple de l'Allemagne, où la spécialisation des dirigeants des syndicats a écrasé ceux-ci dans le réformisme le plus plat. Nous avons l'exemple actuel de la Belgique, où les syndicats ouvriers — quels que soient les résultats de l'expérience Van Zeeland — sont compromis dans une aventure dont ils ne tireront aucun bénéfice moral.

Est-ce plutôt la création d'un parti travailliste, expression directe des syndicats ? La formule nous scandaliserait moins. Elle donnerait, au début, le spectacle inattendu en France d'une fraction politique soumise aux syndicats. Mais ceux-ci, plus lents à se mouvoir, subiraient vite une influence en sens contraire et le produit dominerait le producteur.

D'ailleurs, ce serait négliger l'existence de partis politiques, qui ont leurs traditions et leur influence, qui ne se laisseraient pas anéantir sans résistance.

Pour calmer l'impatience de certains, nous dirons donc tout simplement que la C.G.T. peut poser directement sa candidature au pouvoir, — mais hors des voies parlementaires. Comment ? Sous quelle forme ? Avec l'appui de quelles autres forces sociales ?

D'autre part, quelle serait pour nous la meilleure forme de rassemblement, sur quelles bases pourrait-on le préparer ? Comment ce rassemblement nous conduira-t-il à l'unité, à l'élaboration et à la réalisation d'un plan syndicaliste ?

Enfin, rassemblement, unité, réalisation d'un plan syndicaliste, prise ou occupation du pouvoir sont-ils possibles sans une transformation de l'organisation confédérale, un renouvellement des hommes ? A toutes ces questions, nous avons la volonté de répondre nettement et complètement, afin de prouver que notre souci des luttes présentes ne ferme point nos yeux devant les responsabilités de demain.

Roger HAGNAUER.

" Cela peut être "

Front Commun, Front Populaire sont les formules en cours. Du point de vue syndical, un seul grand mot d'ordre de rassemblement d'organisation et d'action : Unité Syndicale.

Il faut tout faire pour l'Unité Syndicale. L'heure est à l'action, au combat revendicatif.

En septembre vont se tenir les deux Congrès de la C. G. T. et de la C. G. T. U.

Est-il impossible, par une activité accrue, d'obtenir que les deux Congrès se réunissent ensemble ? Qu'en pensent les militants des organisations syndicales ?

Est-il impossible que la Fédération autonome des Fonctionnaires participe à un tel congrès, réunissant les délégués de tous les syndicats, qu'ils soient adhérents à la C. G. T. ou à la C. G. T. U. ou qu'ils soient autonomes ?

Cela peut être.

ROLLAND.

(*Emancipation* de St-Denis, 8-6-35.)

Contre la Guerre ! Contre l'Union sacrée !

NOUVELLES RÉPONSES...

Nous continuons la publication des réponses qui nous parviennent, tant à notre premier appel qu'à la circulaire envoyée à nos abonnés avec le manifeste « Contre la guerre ». Un retard, dont nous ne sommes point responsables, s'est produit dans l'envoi de ce dernier document. Nous demandons à nos camarades — qui doivent maintenant avoir tous reçu le manifeste — d'envoyer sans attendre leur adhésion au Secrétaire du Comité : Robert Louzon, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (X°).

⁂

LES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE

Le Bureau fédéral de l'Entente des Jeunesses Socialistes (S.F.I.O.) de la Seine donne son adhésion pleine et entière au manifeste « Contre la guerre », ceci au nom des 1.750 membres de la Fédération.

Le secrétaire général : Fred ZELLER. — *Le secrétaire fédéral à la propagande :* M. LISSANSKY. — *Le secrétaire adjoint à la propagande :* ROUSSET.

LES JEUNESSES SOCIALISTES DE VENDÉE

Le Bureau fédéral des Jeunesses Socialistes de Vendée,

Considérant qu'une nouvelle guerre serait la plus cruelle des atteintes aux travailleurs, non seulement dans leurs personnes et celles des membres de leur famille, mais surtout une atteinte au mouvement d'ascension des masses travailleuses dans le monde entier;

Considérant, d'autre part, que les récentes déclarations de Staline ont jeté un trouble profond dans les rangs de ceux qui luttent ou qui veulent lutter contre la guerre,

Décide de participer à la conférence des adversaires de la défense nationale, *à la condition* qu'en aucun cas et en aucune manière ladite conférence ne dresse d'obstacle à l'unité organique, politique ou syndicale en voie de se réaliser, *et en proposant* que la discussion et les résolutions à prendre portent avant tout sur les moyens propres à lutter contre la guerre, immédiatement.

Le Bureau fédéral déclare pour sa part que le meilleur moyen de lutter efficacement contre la guerre consiste à préparer, par tous les moyens, dès aujourd'hui, *la prise du pouvoir par l'ensemble des travailleurs de ce pays.*

Henri GUILBEAUX

Je vous annonce mon accord complet avec le manifeste « Contre la guerre » et mon intention de prendre part à la conférence en préparation. Je n'appartiens à aucun parti politique, mais ma qualité d'ancien directeur de la revue *Demain*, d'ancien condamné à mort pour mon action contre la guerre, et de cofondateur de l'Internationale Communiste, donnera, je crois, quelque signification à mon adhésion.

Albert LEMIRE

Absolument d'accord avec vous, avec votre manifeste. Oui, il faut tout tenter, dès aujourd'hui, avant que l'irréparable ne soit fait, pour arracher la classe ouvrière, notre classe, à la duperie sanglante de l'union sacrée. A mes yeux, il n'y a pas plus de défense nationale en 1935 qu'en 1914; car, sous prétexte de lutter contre l'hitlérisme, on en revient à reprendre, au nom du Front populaire, à l'égard de l'Allemagne, la politique d'encerclement de feu Delcassé. Cependant, ce serait une erreur de croire que la déclaration historique de Staline est un phénomène tellement nouveau dans l'Internationale Communiste. Les événements de Chine ne sont pas si vieux, et les staliniens qui laissèrent étrangler la Commune de Shanghaï en 1926 — pour ne pas gêner le général Tchang Kaï Tchek — ne font que continuer leur politique extérieure plus tsariste que prolétarienne.

Si la guerre éclate demain, les « noyauteurs » révolutionnaires n'auront qu'à bien se tenir, n'est-ce pas, Roger Hagnauer ? L'adjudant Flick aura de fidèles émules parmi les disciples de Thorez. Dame! il faudra veiller au potentiel guerrier des troupes de Weygand, alliées à celles de Vorochilof. Ce sera sans doute une nouvelle façon d'appliquer la « ligne ».

En somme, une fois de plus, la question de la défense nationale est la pierre de touche pour reconnaître les véritables internationalistes de ceux qui ne le sont uniquement que dans les congrès et les meetings.

Charles JOLY, conseiller munic. de Paris

Avant la déclaration de Staline, j'ai placardé pendant la campagne électorale l'affiche : « Sac au dos! ». Je transcris une phrase : « J'ai fait la guerre pour Nicolas II, je ne veux pas la refaire pour Staline. »

Staline n'a d'ailleurs qu'illustré plus clairement une politique nationaliste russe qui mène droit au carnage et contre laquelle je suis résolument dressé. Le nouveau tsar sanglant écraserait un million de Russes sans plus de remords que des fourmis.

Je signe donc votre déclaration et j'adhère à la conférence.

Louis BERT

Bien entendu, mon adhésion à votre déclaration et à la conférence ne se discute même pas. Vous pouvez l'enregistrer. Nous allons nous retrouver — toujours les mêmes — en petit nombre pour lutter contre les politiciens de tous les partis qui composent avec les forces d'ignorance et de bêtise humaines.

Malheureusement, les années ont passé et nous sommes quelques-uns qui n'avons plus la même combativité et la même résistance physique qu'en 1916... Espérons que des jeunes sauront nous aider.

Ida METT et N. LAZAREVITCH (Belgique)

Nous nous joignons à votre idée de faire renaître Zimmerwald. Il faut évidemment des efforts presque inhumains pour résister au « front unique patriotique »; néanmoins l'avenir, historiquement parlant, appartient à l'internationalisme, ou l'homme sera anéanti.

Nous songeons à créer en Belgique un Comité semblable au vôtre.

Salutations internationalistes par-dessus les têtes de Blum, Staline, Vandervelde.

Edouard BERTH

Il va de soi que j'adhère *pleinement* à la déclaration que la *R.P.* vient de me faire tenir. Si Blum, Cachin et Jouhaux veulent faire partie de la « nouvelle union sacrée », libre à eux; mais la *R. P.* a bien fait de prendre l'initiative qu'elle a prise et j'approuve complètement les articles que vous avez publiés sur cette question.

LES SOCIALISTES DU XVI[e]

La 16[e] Section S.F.I.O., après avoir pris connaissance de votre manifeste, l'a adopté à l'unanimité.

Pour l'adhésion à la conférence nationale, une infime minorité a désiré attendre que le Parti donne l'autorisation officielle.

En conséquence, nous vous autorisons à faire paraître l'adhésion sous cette forme.

UNE FORTE MAJORITÉ DE LA 16[e] SECTION S.F.I.O.

LA SECTION SOCIALISTE DES LILAS

La section S.F.I.O. des Lilas a décidé, à l'unanimité, d'adhérer, *en tant qu'organisation,* à la conférence nationale. Il y aura donc à cette conférence un délégué *mandaté* par la section des Lilas.

LA SECTION SOCIALISTE DE DEUIL (S.-et-O.)

La section socialiste S.F.I.O. de Deuil-La Barre, après avoir pris connaissance du tract « Contre la guerre », se rallie unanimement à la protestation véhémente qu'il renferme, affirme sa volonté de lutter contre l'union sacrée, émanation de tous les impérialismes, en lui opposant l'action solidaire du prolétariat en marche vers l'unité.

« TERRE LIBRE » (Nîmes)

Je m'empresse de vous faire savoir que les suggestions de la *Fédération Unitaire de l'Enseignement,* de la *Ligue Syndicaliste* et de *Nouvel Age* concordent pleinement avec notre point de vue, que nous avons exprimé le mois dernier dans une lettre à Gilbert Serret. Qu'il soit bien entendu toutefois *qu'il ne s'agit pas* d'un congrès genre Amsterdam, où l'on se gargarisera d'unanimisme et de chants de l'*Internationale; qu'il ne s'agit pas non plus* d'une constellation de personnages représentatifs à opposer à l'Association des Amis de l'U.R.S.S.; *enfin qu'il ne s'agit pas* d'une réédition du Comité des 22.

Il s'agit avant tout non pas de la conférence elle-même, mais de sa préparation par une dizaine de camarades sérieux, travailleurs et documentés, qui établiront des *rapports* approfondis, *qu'il faudra publier.*

Il s'agit de dresser le bilan théorique et tactique des quinze années de l'Internationale Communiste, sous lesquelles Staline vient de tirer un trait — et de faire connaître à tous le total *par la voie d'un manifeste.*

Il s'agit de réunir, par une rencontre de travail, les *délégués réguliers* de tous les syndicats, fractions, tendances, fédérations, ligues, sections, etc.., qui prennent position contre toute « défense nationale », et de créer un *fonds de propagande* commun permettant d'alerter l'opinion.

Je me permets d'ajouter que les anarchistes n'ont pas attendu la mise en branle des organisations syndicalistes, oppositionnelles ou pacifistes, pour éditer régionalement des affiches de protestation (il en a été collé dans une dizaine de localités du Gard, le dimanche qui a suivi la déclaration de Staline). Le contenu de cette affiche s'est trouvé, à quelques variantes près, identique à celui de votre tract « Trahison », et du « Manifeste » des anarchistes et syndicalistes de Saint-Denis.

Pour la rédaction de *Terre Libre:* A. P.

ERNESTAN (Belgique)

Vous pensez bien qu'en Belgique aussi l'ultime trahison de Moscou a eu son retentissement.

D'ores et déjà, non seulement des militants, mais des organisations, ont pris nettement position contre les valets de Staline qui se font les chiens de garde de l'impérialisme français et C[ie].

Soyez certains qu'à ce nouveau Zimmerwald la Belgique sera représentée.

Je n'ai cependant pas voulu attendre davantage pour vous assurer de mon complet accord avec votre initiative.

HENENSAL (Finistère)

D'accord avec vous sur tous les points. Comptez sur nous pour faire une active propagande en vue du nouveau Zimmerwald. J'attendais, depuis la note de Staline, la mise sur pied d'une organisation contre la guerre et contre les traîtres.

Notre patrie n'est ni celle de Laval ni celle des profiteurs de la révolution, mais celle de tous les travailleurs du monde.

Marcel MARTIN (typos parisiens)

Complètement d'accord en ce qui concerne la déclaration du Comité provisoire et à vos côtés pour la conférence projetée.

Les événements actuels et ceux prévisibles sont la consécration de la justesse de vue des syndicalistes révolutionnaires, leur propagande et leur ténacité dans la défense de leurs conceptions trouvent aujourd'hui de nouveaux éléments pour rester intransigeants quant à leurs théories. Les « faiseurs » et les arrivistes peuvent toujours affirmer que « seuls les imbéciles ne changent pas », il m'apparaît que, plus que jamais, l'esprit syndicaliste révolutionnaire est dans la bonne voie et qu'il doit s'efforcer d'y rester et de gagner les masses laborieuses si souvent trompées et qui, en définitive, ne sont que de la viande à boucherie pour tous les faisans de la politique.

Contre le capitalisme national et international, contre tout impérialisme, contre toute collusion entre le monde ouvrier et ses exploiteurs, je suis avec vous.

R. VAUTHIER (Doubs)

Je tiens à m'associer à votre mouvement. Membre du Service Civil International, je veux préciser toutefois que nous croyons à la défense nationale par d'autres moyens que la guerre; adhérent à l'Union des Résistants à la Guerre, je dois ajouter que nous sommes avec tous les adversaires de la guerre, mais individuellement adversaires de toutes les guerres. Cela dit, il n'est pas douteux que le danger le plus grave et le plus proche actuellement pour la classe ouvrière et l'ensemble des hommes, c'est le regain du militarisme dans le monde; le devoir le plus urgent et le plus impérieux pour les militants ouvriers et les pacifistes chez nous, c'est de lutter contre notre propre militarisation, même si elle est encouragée par M. Staline.

Par suite d'une erreur dont nous nous excusons, une ligne sautée en tête de la 2[e] colonne de la page 204-4 de notre dernier numéro a dénaturé le sens de la phrase. La rétablir ainsi : *Se plaçant au-dessus des tendances — qui pourrait s'attarder, etc...*

PAS DE NOUVEAU 1914 !

Un vif mouvement d'inquiétude s'est emparé de la jeunesse ouvrière à la suite des déclarations faites par Staline au représentant de l'impérialisme français Laval.

En effet, M. Staline (dit le communiqué officiel) comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.

Qu'on le veuille ou non, cette déclaration est un désaveu formel de la lutte engagée par la classe ouvrière contre le militarisme, les 2 ans; elle condamne obligatoirement le défaitisme révolutionnaire.

Il est de notre devoir de prendre une position nette et franche devant la menace d'une nouvelle union sacrée qu'on nous prépare.

Disons tout de suite que les Jeunesses Socialistes de la Seine, qui ont été les artisans de l'unité d'action chez les jeunes, ont la ferme volonté de ne pas briser le patrimoine commun de la classe ouvrière. Mais il est bien entendu que l'unité d'action ne doit pas nous empêcher de dire ce que nous pensons malgré tout.

Nous avons l'impression très nette que sous des phrases ronflantes et des explications embarrassées se préparent dans l'ombre un nouveau 1914, une nouvelle tuerie, une nouvelle trahison.

Il est vain et faux de laisser croire que le seul fascisme hitlérien est à l'heure présente le danger de guerre le plus conséquent.

Tous les fascismes, tous les impérialismes sont autant de causes de guerre.

Nous nous refusons à choisir entre les impérialismes. Il n'y en a pas de bons et de mauvais, contrairement à ce qu'ont dit Tchémodanov et Kossarev, secrétaires de l'Internationale Communiste des Jeunes, à l'entrevue que nous avons eue avec eux.

Depuis que la politique extérieure de l'U.R.S.S est basée sur la construction du socialisme en un seul pays, elle s'est trouvée contrainte à composer automatiquement avec les gouvernements bourgeois. L'U.R.S.S. a signé des traités, des pactes, elle est entrée à la S.D.N. après l'avoir condamnée, enfin elle s'est jetée dans les bras de la France.

Laval *représente la France capitaliste*, le prolétariat n'est nullement engagé dans cette affaire.

Tchémodanov nous disait : *La situation est terriblement critique et en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie votre devoir est de partir. Si vous faites à ce moment-là votre révolution, vous êtes des traîtres !* »

Cela revient à dire qu'on n'a plus confiance en la classe ouvrière pour faire la Révolution et qu'on ne compte plus que sur la guerre.

Nous savons d'autre part que lorsque les bourgeoisies entrent en guerre, c'est qu'elles y trouvent leur intérêt et effectivement la France ne voudrait pas voir l'Allemagne écraser la Russie, mais d'autre part la France n'a pas d'intérêt non plus à ce que l'U.R.S.S sorte grandie d'un conflit quelconque et elle fera obligatoirement tout pour cela. Quelle sera alors la situation du gouvernement russe qui aura laissé étrangler la classe ouvrière française, en lui enlevant la possibilité d'écraser ses adversaires de classe ?

Nous, nous n'avons pas confiance dans notre bourgeoisie pour assurer la défense de la Révolution russe, parce que nous, nous avons encore confiance dans la volonté, la possibilité révolutionnaire de la classe ouvrière !

Notre bourgeoisie porte de lourdes responsabilités. Par son intransigeance, son sectarisme, sa volonté de maintenir les traités de 1919, par sa politique sanglante et immonde, elle a fortifié et développé tous les fascismes. Elle a, en refusant de tendre une main fraternelle à l'Allemagne révolutionnaire de 1919, préparé la voie à Hitler.

Plus que jamais, lutte à mort contre les fascismes, déguisés ou non. Lutte à mort contre l'armée bourgeoise, arme de classe et de répression. Luttons à fond pour l'*unité révolutionnaire* des travailleurs, de telle sorte que l'unité qu'on nous prépare ne nous conduise pas à un 2 août 1914 et à l'Union sacrée, mais à la Révolution.

C'est seulement lorsque la classe ouvrière est faible et avachie qu'on peut déclencher la guerre.

Camarades communistes, ne trahissons pas les espérances des centaines de milliers de travailleurs !

Nous défendrons jusqu'au bout les conquêtes de la Révolution d'Octobre 1917 par l'action solidaire du prolétariat international !

Fred ZELLER.

(Reproduit de *Révolution*, organe des Jeunesses Socialistes de la Seine.)

Un ordre du jour du Parti socialiste italien

Nous lisons dans le *Nuovo Avanti*, organe du Parti Socialiste Italien (Section de l'I.O.S.), que le délégué de ce parti, l'ancien député Modigliani, s'est abstenu sur le vote de la résolution du Bureau de la Deuxième Internationale sur les questions internationales.

Approuvant l'abstention de son délégué, la direction du Parti a voté l'ordre du jour suivant :

« *La direction du P.S.I.,*

» *Approuve l'abstention de son délégué au Bureau de l'I.O.S. dans le vote sur la motion du 7 mai.*

» *Dans les circonstances présentes, cette abstention a le caractère d'un avertissement aux partis qui, pour un motif ou pour l'autre, pour telle ou telle autre illusion, s'exposent au danger de se laisser entrainer dans une politique en dehors de l'esprit et des exigences de l'internationalisme socialiste.*

» *Devant ce danger qu'aggrave encore la nouvelle politique de la Troisième Internationale telle qu'elle paraît se dégager des déclarations récentes de son chef, le Parti Socialiste Italien, n'oubliant pas la tragique leçon de* 1914 *et fidèle à l'esprit de sa tradition zimmerwaldienne, donne à ses délégués à l'Exécutif de l'I.O.S. le mandat de soutenir la nécessité d'une politique qui, tout en tenant compte des nouveaux problèmes que la défense de l'Union Soviétique pose aux partis socialistes, soit en accord concret avec la volonté que le Bureau vient de proclamer à nouveau d'empêcher à tout prix que les dangers de guerre ne soient pour le capitalisme un prétexte pour entraîner la classe ouvrière dans une politique d'union sacrée, l'éloignant de sa tâche spécifique qui est la libération des classes et des peuples opprimés.* »

L'adhésion de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix

La Ligue Internationale des Combattants de la Paix a fait parvenir son adhésion à la Conférence en préparation. Dans le *Barrage* (27-6-35), son président, Félicien Challaye, approuve le manifeste « Contre la guerre qui vient », mais demande deux modifications :

Nous pourrions accepter toutes les thèses de cet excellent manifeste si une ou deux expressions ne nous apparaissaient pas singulièrement dangereuses : d'abord, dans le titre même, les mots : La guerre qui vient; *et aussi le terme de* la guerre prochaine.

Ce fatalisme verbal répugne à notre énergique volonté de combattre contre toute guerre.

Si la guerre « vient », à quoi bon lutter contre elle ? Si elle est « prochaine », la recherche des « responsabilités » peut intéresser le moraliste; elle intéressera plus tard l'historien; mais qu'importe à l'homme d'action ?

Il faudrait remplacer « vient » *par « menace » et supprimer le terme de « prochaine ».*

Ces modifications, qui ne sont point de pure forme, permettraient à notre Ligue d'accepter sans réserve le manifeste précédemment analysé.

Quelques explications

Un sentiment d'inquiétude s'est manifesté, nous a-t-on écrit de plusieurs côtés, à la nouvelle que deux Comités contre la guerre et l'union sacrée pourraient exister concurremment.

Nous comprenons un tel sentiment. D'autant mieux qu'il a été aussi le nôtre. Pour notre part, nous avons fait l'impossible du 15 mai au 25 juin pour qu'il n'y ait qu'un seul comité. Le 25 juin, quand les deux comités ont fusionné, nous nous en sommes réjouis. Depuis, si les bases de l'accord réalisé ont été remises en discussion, ce n'est pas par nous.

Quelques explications rétrospectives sont donc utiles. Surtout après la publication de différents documents par *Nouvel Age* du 20 juin.

On verra que nous n'avons eu qu'un souci, celui de rassembler tous les militants qui refusent d'accepter, ou d'oublier, ou de tenir pour sans importance les déclarations de Staline à Laval, tous ceux qui n'approuvent pas plus aujourd'hui que hier la politique de défense nationale du gouvernement français. Nous supposions bien qu'un tel rassemblement n'irait pas sans quelques difficultés. Mais ces difficultés ont été plus nombreuses que nous ne pensions. Elles peuvent facilement être surmontées. Elles le sont déjà, car l'accord du 25 juin ne pourra pas être remis longtemps en discussion.

◇◇◇

Au lendemain d'une réunion tenue rue de l'Abbaye le 23 mai, tenant compte d'un certain nombre de réponses à notre enquête et de remarques analogues faites au « noyau » de la *R.P.*, nous avons demandé à Georges Valois de ne pas figurer dans le Comité d'organisation de la conférence projetée. Partisans du plus large rassemblement possible, nous ne prononcions d'exclusive contre personne, mais nous pensions que la personnalité de Valois risquait d'éloigner des concours et de créer des difficultés au Comité. Valois refusa d'admettre ces raisons quand Charbit les lui exprima, en notre nom, au cours d'une entrevue particulière.

A une seconde réunion, à la Mutualité, le 28 mai, notre demande à Valois fut rendue publique. A notre surprise, un certain nombre de militants et de groupes ne partagèrent pas nos craintes; notamment Collinet, de la Fédération unitaire de l'Enseignement, Molinier et le groupe trotskiste, Treint et le groupe de la « Lutte finale ». Par contre, des camarades comme Lefeuvre (de *Spartacus*), Bernier (des dissidents de « Front social »), Boyer (d'un groupe d'opposition communiste), appuyèrent notre manière de voir.

Dès lors, ce que nous avions voulu éviter par notre démarche particulière, la discussion d'un cas Valois, était soulevé.

Nous avons réuni le 4 juin les camarades et les groupements qui avaient répondu à notre questionnaire. A peu près tous les courants étaient représentés : gauche socialiste, Saint-Denis, Union anarchiste, anciens combattants, etc. L'assemblée fut unanime pour ne former qu'un seul Comité ouvert à toutes les tendances, mais en demandant à *Nouvel Age* de désigner d'autres délégués que Valois. Une commission fut chargée d'élaborer un texte de déclaration à soumettre à la prochaine réunion fixée au 13 juin.

A cette réunion du 13 juin devait assister une délégation de *Nouvel Age* et des groupes ralliés à lui. Cette délégation annoncée par Collinet ne vint pas. On ne la vit pas davantage, bien qu'invitée, à une nouvelle réunion du 18 juin. Deux lettres de Louzon, désigné comme secrétaire du Comité, adressées à Collinet, demeurèrent sans réponse.

Voilà comment le Comité unique ne s'était pas réalisé. Il est quelque peu ridicule de nous en faire porter la responsabilité. Elle incombe à ceux qui n'ont pas eu d'autre préoccupation que d'imposer la présence de Valois. Tout en sachant que, Valois présent, plusieurs camarades et groupements, qui ont plus que lui leur place dans ce mouvement, se retiraient illico, ainsi qu'ils en ont fait la déclaration. Nous avons dit et redit, devant les vingt et une manières de faire entrer Valois au Comité qui nous étaient présentées : La Conférence sera maîtresse de nommer aux organismes qui sortiront d'elle qui elle voudra, y compris Valois. Mais d'ici là, dans l'intérêt du mouvement entrepris, la présence de Valois au Comité est impossible.

Telle était la situation quand une délégation, à laquelle participait le camarade Bouët, se présenta à notre réunion du 25 juin. Les faits furent rappelés exactement, nos propositions antérieures confirmées d'une représentation de *Nouvel Age* ne comprenant pas Valois, et d'une place faite au Comité à toute tendance selon son importance. En fin de discussion, Bouët cherchant un terrain d'accord le trouva sans peine. Il demanda aux représentants de *Nouvel Age* d'accepter l'offre qui leur était faite. Sur quelques autres points, après explications, l'accord fut établi. Les deux comités n'en formaient plus qu'un. Il allait être possible de travailler à ce qui constitue l'objet même du Comité : la préparation de la campagne d'opinion, la récolte de signatures à la déclaration et d'adhésions à la Conférence.

A la première réunion du Comité unique le 2 juillet, le groupe de *Nouvel Age*, afin qu'il n'y ait aucune équivoque, déclarait par lettre qu'il n'accepterait pas d'exclusive à l'égard de l'un de ceux qu'il désignerait. Aucune équivoque n'est possible, en effet. Le sens de l'accord conclu le 25 juin est clair. Le Comité est bien résolu à s'y tenir.

Nouvel Age invoque encore d'autres raisons : « *La* R.P. *ne parle que d'une action internationale du prolétariat contre la guerre. Nous considérons que si cette action n'aboutit pas à la révolution effective, il est inutile d'en parler; on est battu d'avance. Et si l'on conclut à la révolution, il faut le dire, et il faudra dire également quelle révolution.* »

Non seulement la *R.P.*, mais l'ensemble des camarades qui se sont rassemblés ne sont pas disposés à mettre la lutte contre la guerre au second plan. L'objet de la Conférence, c'est précisément de rechercher les meilleures formes de cette lutte. Mettre au premier plan la discussion du problème de la révolution et le regroupement révolutionnaire ce serait aller tout droit, à grande vitesse, à la dispersion des éléments socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes qui sont en train de se rassembler contre la guerre et contre l'union sacrée. Nous sommes bien tranquilles, cette belle opération ne réussira pas.

⁂

P.-S. — *Au moment de mettre sous presse nous apprenons que le groupe du* Nouvel Age *préfère ne pas être représenté au Comité d'organisation plutôt que d'y être sans Valois, mais qu'il participera à la Conférence. Il n'y aura donc bien qu'un Comité d'organisation et qu'une Conférence.*

NOTES SUR L'U. R. S. S.

Le métro à Moscou

Depuis que l'inauguration en a été remise jusqu'à la visite de Laval, chacun sait qu'il y a maintenant une ligne de métro à Moscou.

L'ouvrier parisien n'a guère de raison de s'étonner d'une chose aussi banale, mais comme on lui a rabâché que les stations étaient décorées de marbre il faut lui donner quelques détails complémentaires.

Moscou est une ville beaucoup moins concentrée que Paris, des quartiers immenses n'ont que des maisons de un et deux étages. Cette cause primordiale implique l'ineptie d'un développement des transports publics sous terre par train électrique. Le système, très coûteux à installer, ne peut être avantageux que là où la densité de la ville donne une intensité de trafic suffisante. Ce n'est d'autant pas le cas pour Moscou que la ville ne possède même pas 500 taxis et seulement quelques dizaines d'autobus. Pour résoudre le problème très aigu des transports, il fallait donc tout simplement saturer la ville d'autobus. C'eût été bien meilleur marché, oui, mais... il y a de ces orgueils et fantaisies qu'ont les monarques et les dictateurs, et qui valent plus que la meilleure raison.

De même que Pierre le Grand avait voulu qu'on édifiât une ville européenne (maintenant Léningrad) sur des marais, de même qu'un autre tsar désira que la voie ferrée de 650 kilomètres reliant Moscou à Saint-Pétersbourg fût toute droite, Staline a voulu un métro, car c'est lui seul qui l'a voulu, il y a deux ans.

Les terrassiers du métro ont eu la vie dure car il fallait à toute force construire la ligne dans le temps record prévu, un aveu du journal syndical le *Troud*, du 6 juin 1934, est à citer :

« *La plupart des baraques d'habitation des ouvriers du métro sont archibondées... Il n'est pas rare de voir des familles d'ouvriers vivant en promiscuité, dans la même salle, avec les célibataires. Il n'y a pas partout des draps et des couvertures. Les bains ou douches sont ce qu'il y a de plus rare. L'inspection de* 40 *baraques n'en découvrit que* trois *d'habitables...* »

Quelle persistante dérision du sort : ces constructeurs de stations en marbre qui vivent dans des taudis inimaginables en pleine capitale du « socialisme » !

La ligne terminée, on s'est rendu compte qu'elle coûtait fort cher, et le prix du billet fut fixé en conséquence à 0,50 rouble le voyage. Quel ouvrier, gagnant 4 ou 5 roubles par jour, pourra payer un rouble de métro? Il préférera continuer à se tasser dans des tramways qui ne lui coûtent que 0,10 à 0,25 rouble selon le trajet. C'est donc d'un « métro de marbre » pour hauts salariés en même temps que d'un bluff inutile qu'il s'agit, et le peuple moscovite en a pris son parti qui suppute aujourd'hui, avec esprit, que cette entreprise est certainement unique au monde puisque chaque *millimètre* de la ligne revient à sept cents roubles (le salaire *semestriel* de beaucoup de travailleurs).

Le tirage des catéchismes

Le chef du bureau de la propagande du Comité Central du parti, Stetski, annonce (1) qu'en 1934 il a été tiré 1.400.000 exemplaires des œuvres de Marx et Engels, 4 millions de celles de Lénine et 13.220.000 de celles de Staline. Quant à la « bible » des bibles, « Les questions du Léninisme » de Staline, son tirage passe de 700.000 en 1934 à 2 millions en 1935.

L'ampleur des chiffres de cette littérature indigeste explique pourquoi il n'y a pas suffisamment de cahiers et de livres pour les écoles, et montre que le socialisme bolchevik n'a pas trouvé meilleur moyen de libérer les cerveaux, autrefois nourris de littérature « bourgeoise », qu'en les bourrant avec beaucoup plus de système et d'intensité que jamais. Et n'est-il pas logique que ceux qui n'ont toujours voulu qu'être dans la ligne d'un « développement historique », en viennent à développer à l'extrême une industrie de la fabrication des cerveaux que la bourgeoisie n'avait fait qu'amorcer ?

La prépondérance écrasante du tirage des œuvres de Staline indique un souci extrême d'éviter à la population une « mauvaise » interprétation, toujours possible, des textes de Marx et de Lénine, et découvre chez le maître absolu de la vie matérielle du pays l'ambition bien connue d'être aussi la source de la vie intellectuelle. Ceux qui l'encensent comme théoricien savent bien ce qui peut le flatter le plus.

On développe le patriotisme

Depuis l'entente avec la France, la propagande patriotique et militariste du gouvernement soviétique ne cesse de se développer. Il ne se passe presque pas de jour depuis le début de cette année sans que les journaux exaltent le sentiment patriotique de la population par des articles ou des photos. Quelle belle exposition militariste on monterait en réunissant toutes ces vues de tanks, avions, canons, mitrailleuses, officiers, drapeaux, marins et soldats !

Le clou de ce printemps aura été les revues du 1er mai : plus de 2.600 avions militaires et autant de tanks ont défilé dans les différentes villes importantes du pays (2). Les attachés militaires étrangers, qui ont leur tribune officielle à la droite du mausolée de Lénine sur la place Rouge, au cœur de Moscou, ont pu voir cette année une formation de 800 avions et une de 500 tanks. On n'ose pas comparer avec les spectacles similaires de pays capitalistes, et on frémit en pensant que la révolution russe donne au peuple d'Europe le moins patriote par nature ce que la révolution française a légué de plus nocif aux hommes : *le sentiment patriotique.*

M. Yvon.

(1) *Izviestia*, du 8-5-1935.
(2) *Izviestia*, du 4-5-1935.

EN PASSANT

Daladier ...dans le front populaire ! — Simple extrait de l'*Humanité* du 17 juin : « *Sur le principe même du front populaire, le discours de Daladier (Paris,* 15-6-35) *nous paraît être une adhésion absolue. C'est à ce titre que nous nous en réjouissons.* » Ah! comme nous sommes loin du : « Daladier et Frot en prison » !

⁂

Jusqu'où iront-ils ? — Gitton lui, ne cache pas le « tournant ». Il écrit, dans l'*Humanité* du 17 juin : « *Certains points du programme énoncé par la C.G.T.U. peuvent se retrouver dans le Plan de la C.G.T. et même dans le vieux programme du Parti radical. C'est dire qu'il a été conçu avec une grande largeur de vue...* » En effet, en effet.

⁂

Une nouvelle revue espérantiste. — « Herezulo », revue trimestrielle éditée par *Esperanto*, 14, *avenue de Corbéra, Paris* (12e). Les camarades connaissant l'espéranto trouveront là une pensée hardie mise au service de la lutte contre le mythe « Nation-Patrie », en même temps que la publication régulière d'informations directes sur l'U.R.S.S.

⁂

A Saint-Denis, l'exposition de la Commune continue. — Devant le succès obtenu, l'Exposition de la Commune (Musée municipal de St-Denis, 4, place de la Légion-d'Honneur) est prolongée jusqu'au 30 septembre.

LIBERTÉ POUR VICTOR SERGE !

Discours de Magdeleine PAZ au Congrès international des Ecrivains

Au Congrès international des écrivains, qui s'est récemment réuni à Paris, à la Maison de la Mutualité, notre camarade Magdeleine Paz a prononcé, sur l'affaire Victor Serge, un discours courageux et émouvant.

Ce discours a produit une impression profonde que tentèrent vainement d'affaiblir quelques porte-parole de la raison d'Etat soviétique.

A la fois parce que la presse ouvrière a passé sous silence cette « défense de la pensée » et parce que nous devons continuer notre effort pour Victor Serge comme pour tous les révolutionnaires victimes du Guépéou, nous avons voulu reproduire ici le discours de Magdeleine Paz.

⁂

MAGDELEINE PAZ. — Dès que j'ai lu le petit opuscule qui sert en quelque sorte de préface à vos travaux, j'ai décidé que je parlerais dans ce Congrès. Affronter « les périls qui menacent la culture », « envisager et discuter les moyens de la défendre », vous en êtes : j'ai donc quelque chose à vous dire.

Je ne viens pas ici — je tiens à bien le préciser — dans le but d'entamer la moindre polémique, de semer la discorde, ni d'attaquer tels ou tels hommes relevant de telle ou telle observance. Je sens pour cela trop tragiquement que nous vivons, je ne dis pas une époque, mais *une journée* du temps où la pensée doit se résoudre en actes positifs, et où l'accord sur certains points essentiels est une question de vie ou de mort.

Conviction absolue de défendre la pensée avec tout le courage et toute la clairvoyance qu'une semblable défense impose; confiance en ceux qui se sont proposé une tâche aussi difficile : ce sera ma seule présentation, ce seront mes seuls préliminaires.

J'entrerai donc d'emblée dans le vif du sujet.

⁂

Pour illustrer le 5e point du plan que vous avez tracé : « La dignité de la pensée. Liberté d'expression. Formes directes et indirectes de la censure. L'écrivain et l'exil », j'apporte un nom, des faits, une situation : je mets de la chair, une âme, un esprit et une plume sur chacun de vos paragraphes, et je vous place dans une alternative que rien au monde, désormais, ne pourra vous faire éluder : celle que vous allez créer vous-mêmes devant l'affaire Victor Serge.

André Malraux a dit ici (je le cite en substance) : « Parlant sur des individus, je parlerai sur des idées. » Je reprends à mon compte cette déclaration : moi non plus, je ne quitterai pas le terrain des idées.

Tout d'abord, *qui* est Victor Serge?

S'il y a en a parmi vous beaucoup qui ne le connaissent pas, il y a en a peut-être davantage qui le connaissent mal, car ils ne savent que sa légende. Nous ne sommes pas ici pour broder des légendes, nous sommes ici pour nous occuper de vérité. La vérité, je vais vous la dire :

La formation de Victor Serge a pris sa source dans l'anarchie. Sous son nom d'écrivain se trouve un autre nom : celui de Victor Kibaltchiche. De 17 à 20 ans, le jeune Kibaltchiche, typographe de son métier, se comporte en libertaire ardent et convaincu. Certains de ses camarades ont été les protagonistes de l'affaire Bonnot. Arrêté avec eux, totalement étranger aux actes qui leur étaient reprochés, il se refuse à les livrer. Il a 20 ans, il fait alors son premier pas sur la voie du courage : il lui en coûte cinq ans de prison.

Aussitôt libéré, il part pour Barcelone, où il participe à une insurrection. C'est là que les échos de la Révolution d'Octobre viennent le faire tressaillir. Il tend le cœur, il tend l'oreille, son être tout entier répond au plus irrésistible des appels. Arrêtons-nous une seconde pour saluer : tous les amis de la Révolution ne font pas remonter leur amitié à sa naissance!

Il regagne Paris dans le but de partir *là-bas :* il lui faut se joindre à ceux qui démolissent le vieux monde pour bâtir un monde nouveau; l'attente lui devient intolérable. Il obtient finalement d'être mêlé à un convoi de Russes échangés contre des Français : c'est ainsi qu'il débarque à Léningrad en février 1919. C'est en mars de la même année que l'Internationale Communiste est fondée à Moscou. Victor Serge entre en mai dans le Parti Communiste russe qui ne compte alors, vous le savez, que des militants éprouvés. Ce n'est pas le moment où l'on confie au premier venu les travaux qui doivent coordonner l'effort du prolétariat mondial : on le charge de collaborer au Bureau d'éditions de Léningrad; il y travaille activement, il publie de nombreuses brochures (sur la guerre civile, sur la terrible mort de trois héros : Raymond Lefebvre, Vergeat et Lepetit, sur la Commune de Paris, bien d'autres). On lui confie la charge de l'édition française de la revue *L'Internationale Communiste,* on utilise ses connaissances techniques de typo pour monter l'imprimerie de l'Internationale Communiste, il s'y adonne de toutes ses forces. En octobre 19, alors que Youdenitch menace Léningrad, il s'enrole pour la défendre, et c'est encore un don de toute sa personne.

La Révolution sauve, on le voit acharné à combattre sur le front idéologique, sur le front de la propagande, sur le front littéraire. Il est un des fondateurs du Musée de la Révolution, que tous les voyageurs ont visité à Léningrad ; il publie *la Ville en danger,* où il exalte le miracle d'énergie qui donna la victoire à la Révolution : ceux qui ont lu ces pages ne manquent pas d'être emportés par l'adhésion profonde de l'ancien anarchiste aux principes bolcheviks. Il publie ensuite des études sur l'Okhrana, un ouvrage sur Lénine. Pas de militant plus zélé à propager le bolchévisme auprès des anarchistes et des syndicalistes qui se rendent aux congrès soviétiques, pas de meilleur propagandiste parmi les écrivains qui viennent de l'étranger. Sur tous les témoignages qui nous en sont venus, je citerai celui de Georges Duhamel :

« Victor Serge avait étudié sans réserve le communisme marxiste. Il en parlait avec une ferveur clairvoyante, non point austère, mais vraiment loyale et humaine, qui forçait l'estime... Pendant ces quelques jours de Léningrad, V. Serge a rendu à la Russie Soviétique un service non médiocre : il lui a prêté — du moins à mon regard — un visage vraiment sage, humain, respectable. »

Je cite encore le témoignage de Luc Durtain, qui m'a déclaré à moi-même :

« Si je suis devenu un ami de l'Union Soviétique, c'est en grande partie à Victor Serge que je le dois. Pendant trois jours à Léningrad, il s'est montré pour moi le guide le mieux fait pour me faire comprendre et aimer la nouvelle Russie. »

En produisant ces citations qui se réfèrent à l'année 1927, j'ai devancé la chronologie; je vous prie néanmoins de retenir cette date avant de retourner en arrière.

Nous sommes à l'époque où Victor Serge collabore à la revue *Clarté*, fondée par H. Barbusse, Raymond Lefebvre, Vaillant-Couturier, moi-même, où il collabore également à la *Vie Ouvrière*, au *Bulletin Communiste*, à l'*Humanité*, où il commence sa traduction des œuvres de Lénine.

En mars 1921, la secousse de Cronstadt passe sans l'ébranler. Il continue de collaborer aux publications de l'Internationale Communiste, ainsi qu'à celles des Editions d'Etat de Léningrad. En septembre de la même année, alors que s'annonce en Allemagne la crise qui devait éclater en 22-23, il est envoyé à Berlin. On lui donne pour mission d'assurer l'édition française de la *Correspondance Internationale* qui fut, tous les militants le savent, une source inépuisable d'informations sur la Russie (au temps où il fallait *vraiment* lutter pour la faire connaître et aimer) et un excellent résumé de la pensée et de la tactique révolutionnaires sur le plan mondial.

Les travaux mêmes de Victor Serge le conduisent à compléter sa riche formation théorique, il est devenu le marxiste le plus instruit, le communiste le plus orthodoxe; la pensée des grands maîtres circule dans son sang : on la voit briller sous sa plume. L'accord le plus total s'est établi entre les communistes allemands et lui; la pleine confiance des dirigeants de l'Internationale l'investit. Après l'échec du mouvement allemand, on l'envoie à Vienne, avec charge de continuer la *Correspondance Internationale*; les missions de confiance qui lui sont dévolues ne se comptent plus.

⁂

Il retourne en Russie où il reprend sa collaboration du Bureau d'éditions de l'Internationale Communiste.

1924. Lénine est mort. C'est le moment où un malaise se fait sentir au sein des partis communistes — gardons-nous de l'analyser : constatons-le, — où les exclusions se multiplient; le moment où Trotsky entre en conflit avec le Comité Central.

Victor Serge a eu l'occasion de voir de près Trotsky à l'œuvre lors de l'offensive Youdenitch; il sait, comme le sait toute la Russie de l'usine et des champs, ce que la Révolution doit au créateur de l'Armée rouge; il pense que Trotsky a raison et, disons-le, ne tournons pas autour du crime : au fond de son cœur il est trotskyste. Mais spécifions pourtant, non point pour atténuer ni excuser son crime, mais parce que c'est un fait : il ne prononce aucun discours, n'écrit aucun article, ne fait aucune agitation : tout se borne pour lui à des conversations privées, à des discussions entre amis et à des lettres aux amis étrangers.

A la suite de quelques brèves interventions dans les réunions de sa cellule (interventions portant exclusivement sur des questions de tactique), Victor Serge est exclu du Parti communiste russe. Nous sommes en 1927, dans l'année même où, pilotant des écrivains, il leur faisait aimer la Révolution russe sans les faire participer à son débat intérieur. A peu de temps de là, et sans autre raison que le fait de son exclusion, il est arrêté par le G.P.U.; sans jugement, il est gardé quarante jours en prison, où un grave trouble organique, causé par le régime de la prison, met ses jours en danger.

Son activité politique est désormais terminée en Russie, pas une ligne de lui ne pourrait y être imprimée; son activité d'écrivain étant paralysée, il demande à revenir en France; à son adresse au Comité Central exécutif des Soviets, datée du 16 octobre 1932, il reçoit, le 16 janvier 1933, un refus non motivé.

Il fait paraître en France ses romans magnifiques : *Les Hommes dans la Prison, Naissance de notre Force, Ville Conquise, Mer Blanche.* Œuvre dense, accent âpre, pensée puissante, obsession de la vérité, âme jeune, son nouveau et foi indéfectible en la Révolution.

C'est le moment de la publication de ses admirables poèmes, de ses ouvrages historiques (on ne peut étudier la Révolution russe sans avoir lu son livre magistral *L'An I de la Révolution russe*), et c'est aussi — j'ai gardé cet apport pour la fin parce qu'il vous intéresse au premier chef, vous, écrivains tournés vers la création d'une culture nouvelle — c'est sa précieuse contribution à l'ébauche d'une culture prolétarienne. Avec Henry Poulaille et Marcel Martinet, Victor Serge est l'écrivain de langue française qui a pensé le mieux et le plus loin sur ce sujet, le plus honnêtement et le plus fortement.

Le 8 mars 1933, il est de nouveau arrêté, condamné à la déportation et envoyé à Orenbourg. Pas de jugement, pas de défenseur, aucun témoin, aucune comparution de l'accusé : la mesure administrative est prise par le G.P.U., qui l'envoie méditer — ne disons même pas sur la liberté d'expression : il ne s'est exprimé que dans le privé — mais sur le sort promis à l'écrivain lorsqu'il possède cette vertu que Guéhenno louait chez l'écrivain, sans cependant l'exiger de lui : le courage. Car il aurait pu, comme tant d'autres, signer une déclaration de reniement; il aurait pu écrire en toutes lettres : « Je ne pense pas ce que je pense; vous voulez ma lâcheté et mon abdication : les voici couler à pleins bords. » Il ne l'a pas voulu. Il a choisi. Il s'est prononcé à lui-même cette sorte de serment que Karin Michaelis lançait ici si éloquemment l'autre soir : « Ne pas céder. Jamais. Et, s'il le faut, payer le prix. Et, s'il le faut, risquer sa vie. »

Il paie, en ce moment. Pendant que nous sommes ici, Congrès des écrivains réunis pour défendre l'intégrité de la pensée, là-bas, du côté de l'Oural, la pensée fait un grand effort, sous les tempes d'un homme, pour demeurer sereine et garder son espoir intact en la Révolution.

⁂

Je pourrais vous brosser ici, avec ses noirs, le tableau de la vie de Victor Serge depuis au moins trois ans, vous montrer l'homme tendant ses mains, levant ses yeux vers le travail, et voyant écrit : *Défendu*; je pourrais donner maints détails sur l'existence d'une famille dénuée de toute ressource, ne subsistant que grâce à la solidarité de ses amis français; je pourrais montrer l'intellectuel coupé de son milieu de culture, dépourvu de pâture, sans livres, sans revues, sans journaux, quasiment sans nouvelles; je pourrais décrire ses transes, car sa jeune femme est devenue folle après tant de persécutions et tant d'années privée de soins, car lui-même est malade : atteint d'anémie pernicieuse, il a dû passer des semaines à l'hôpital, et leur enfant, pendant ce temps, était un orphelin qui faisait tôt l'apprentissage de ce qu'il en coûte de penser lorsqu'on veut penser « dignement ».

Ce tableau, je ne le brosserai pas, car ce n'est pas ici le lieu de verser dans le sentiment, ni de faire appel à la pitié : c'est l'endroit où il faut rappeler que la pensée garde des droits imprescriptibles, et que s'il est un pays au monde où l'esprit révolutionnaire, la liberté de l'écrivain, doivent être préservés, c'est au pays où Octobre s'est fait.

Restant toujours, restant rigoureusement sur le plan que vous avez tracé, abordant le chapitre :

« Formes directes et indirectes de la censure », j'apporterai un dernier fait pour illustrer ce chapitre-là comme les autres.

Le 20 mai 1934, ayant terminé un roman écrit à Orenbourg, il en envoyait le manuscrit, par l'intermédiaire de Romain Rolland, à son éditeur de Paris. C'était l'unique moyen qui lui restait d'exercer son métier d'écrivain et de gagner sa vie. Je vous fais grâce des démarches qui ont été faites, des envois qui se sont répétés et des interventions qui se sont produites : le manuscrit de Victor Serge, destiné à la France, est retenu par la censure soviétique. Quand j'aurai ajouté que ce roman a pour sujet l'affaire qui s'est passée aux environs de 1912, pour cadre le Paris de l'époque, et que par conséquent il ne peut à aucun moment y être question de la Russie actuelle, vous mesurerez exactement les limites du pouvoir que parfois s'arroge la censure, et vous verrez que je ne sors pas de votre sujet.

J'ai passé en revue, en les concrétisant à l'aide d'un exemple vivant, les points de votre ordre du jour : mon examen ne serait pas complet si je ne plaçais sous vos yeux mes pièces à conviction.

Je vous l'ai dit, le crime de cet écrivain, et le seul qu'en dehors de ces racontars de vieille femme qu'on repousse du pied on ait jamais pu formuler, officiellement, depuis trois ans, c'est d'avoir consigné sa pensée dans des lettres à ses amis de l'étranger.

Je possède un dossier qui pourra constituer plus tard — réconfortant volume — la preuve que, comme beaucoup l'ont dit à cette tribune, la foi révolutionnaire n'est pas morte en Russie Soviétique, ni l'héroïsme intellectuel, ni le sens de l'humain, ni la grandeur, ni l'attachement à ce pour quoi Octobre a été fait.

Je tire, de ce monceau de lettres, ce qui en constitue l'essentiel, le motif principal autour duquel toutes les autres pensées gravitent et reviennent en leitmotiv :

« Voici ce que j'affirmerai tranquillement ici, et ce que je veux qu'on sache si cela me vaut quelque persécution :

» ...Sur trois points essentiels, supérieurs à toutes les considérations de tactique, je reste et resterai, quoi qu'il puisse m'en coûter, un objecteur, un non-consentant avoué, net, et qui ne se taira que contraint :

» 1. Défense de l'homme. Respect de l'homme. Il faut lui rendre des droits, une sécurité, une valeur. Sans cela, pas de socialisme...

» 2. Défense de la vérité. L'homme et les masses y ont droit... Je tiens la vérité pour une condition de santé intellectuelle et morale. Qui parle de vérité parle de sincérité. Droit de l'homme à l'une et à l'autre.

» 3. Défense de la pensée... Je tiens que le socialisme ne peut grandir, dans l'ordre intellectuel, que par l'émulation, la recherche, la lutte des idées, qu'il n'y a pas à craindre l'erreur, toujours réparée avec le temps, par la vie même, mais la stagnation et la réaction; que le respect de l'homme sous-entend pour l'homme le droit de tout connaître et la liberté de penser. Ce n'est pas *contre* la liberté de penser, *contre* l'homme que le socialisme peut triompher, mais au contraire *par* la liberté de penser, en améliorant la condition de l'homme.

» Et je ne fais pas ici une apologie du libéralisme (c'est toujours Victor Serge qui parle), je rappelle seulement ce qui est consacré par la Constitution soviétique, ce qui a été reconnu et proclamé par tous les socialistes... »

Ce sont ces pensées-là, bondissant d'elles-mêmes sur le plan du Congrès, accrochées à cette tribune, dix fois, vingt fois émises par une vingtaine d'orateurs, résumant, prolongeant tout ce qui a été dit ici, qui me fourniront ma conclusion.

Congrès des écrivains et défenseurs de la pensée, voilà de quoi vous employer, voilà de la matière où lancer l'étincelle, du terrain prêt pour la semence !

Congrès des écrivains, porte-conscience de la foule, champions ardents de la dignité, voilà qui est devant vous de la pensée vivante : vous avez à statuer sur elle et à vous prononcer, voilà qui vous appelle au delà des joutes oratoires, du silence des bibliothèques, des abstractions de la tour d'ivoire !

A aucun moment je ne vous dis : vous avez à sauver un homme — vous n'êtes pas réunis pour cela — mais, en tant qu'écrivain dont le seul orgueil consiste à n'avoir pas écrit une ligne qui ne soit inspirée du modeste et brûlant désir de servir la Révolution, je vous désigne l'impératif mêlé à votre raison d'être.

Je regarde vos rangs serrés, j'y vois surtout des places vides, et je me dis : Ce Congrès-ci n'est rassemblé que parce qu'il y a des places vides. Ceux des camps de concentration et ceux du *Confino,* ceux de Bulgarie et de Pologne, ceux dont le sang rougit encore les prisons espagnoles, ceux qui périssent lentement dans les geôles américaines, ceux qu'en France la cagoule étouffe, comme René Gerin, ceux qui, à l'échelle même de la terre, paient le prix qu'il faut bien payer pour enfanter la pensée de demain, ne nous contentons pas de les saluer ni de les évoquer, mais montons à leur altitude : Ils ont bien gravi le calvaire !

Soyons des révolutionnaires dans la mesure — elle est immense — où les écrivains doivent l'être. Fuyons le conformisme d'une société agonisante (c'est facile, tout nous y incite) mais fuyons, c'est plus difficile, le conformisme qui s'installe au sein de la Révolution elle-même, qui rapporte gloire et honneurs, endort l'indépendance et engourdit le sens critique, bien plus indispensable encore à la Révolution qu'à la société finissante !

S'il n'est pas en votre pouvoir d'appeler auprès de vous, à l'instant même, les sublimes absents qui, à grands coups de sacrifices, ont élevé si haut la dignité de la pensée, que votre premier acte soit au moins pour faire *ce que vous pouvez faire.*

Pour que Victor Serge soit rendu à sa fonction et à nos tâches, pour que ce révolutionnaire authentique devant qui, je ne crains pas de le dire, tous ceux qui sont ici, les plus connus, les plus illustres, ne peuvent que s'incliner bien bas, pour que cet écrivain puisse attester qu'on peut servir *partout* la cause que nous servons sans se mettre à genoux, vous n'avez qu'un seul mot à dire.

Et ce mot-là, vous le direz, vous ne pouvez plus ne pas le dire.

Quoi que vous fassiez, il sera dit. Qu'il jaillisse de vos poitrines, qu'il jaillisse du sang de Victor Serge, il sera dit.

Qu'elle soit traquée, persécutée, proscrite ou mise à mort, il s'élève une force invincible de la pensée tendue vers plus d'humanité, plus de justice et plus de liberté.

Que la Révolution regarde cet immense sillage rouge sorti du flanc de ses héros, et qu'au moment où monte la voix qui vient de Sibérie, elle se penche un instant pour lire la vérité criante qui l'a fait à la fois saigner et triompher :

Il y a des voix qu'on ne tue pas !

Il y a des élans qu'on ne brise pas !

LETTRE D'ALGÉRIE

Les causes du malaise indigène

Une série d'incidents (manifestations à la suite de l'interdiction des prêches du cheik el Okbi à la mosquée d'Alger, démission massive d'élus provoquée par le refus de Chautemps de recevoir une délégation de représentants indigènes, manifestations de Sidi-bel-Abbès, de Mostaganem) qui furent couronnés par les émeutes sanglantes de Constantine et de Sétif, ont attiré l'attention de la métropole sur le « malaise algérien ».

Après bien des hésitations, Régnier, ministre de l'intérieur dans le cabinet Flandin, s'était décidé à venir faire une enquête sur place. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, cette enquête n'a été qu'une sinistre comédie.

Les indigènes avaient mis de grands espoirs dans cette visite ministérielle; ils pensaient ne pouvoir que gagner à un examen de leur situation par un représentant de la métropole, moins directement intéressée à leur oppression; par contre, les gros colons voyaient d'un mauvais œil l'intrusion de la « mère patrie » dans leurs affaires; aussi, fait symptomatique, les parlementaires algériens s'abstinrent-ils d'accompagner le ministre dans son déplacement. Mais, dès le premier jour, les espoirs des uns faiblirent et les craintes des autres disparurent : les indigènes qui allaient au-devant du ministre avec des pancartes portant l'inscription « Vive la France » furent maltraités par la police, sans que le ministre élevât la moindre protestation; et Régnier, avant d'avoir rien vu, affirma la nécessité de renforcer l'autorité.

Les féodaux et bourgeois français d'Algérie ne veulent accepter aucune part de responsabilité dans le malaise algérien. Ils accusent le communisme, l'hitlérisme, le panislamisme (toujours la main et l'argent de l'étranger).

En vérité, le malaise indigène, qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qu'il n'est plus possible de cacher, a deux causes essentielles : la misère des fellahs et le mécontentement des intellectuels musulmans.

La misère des fellahs et des travailleurs

Depuis longtemps, certes, les fellahs et les travailleurs, c'est-à-dire la grosse majorité des indigènes, vivent dans une misère effroyable. Le voyageur français, dont le sens d'observation n'est pas obnubilé par une habitude quotidienne, est vivement frappé de voir le long des routes un peuple en haillons; dans la campagne, des gourbis couverts de chaume, où vivent entassés des êtres hâves et loqueteux, mal protégés du soleil et de la pluie; quand il parcourt la capitale, Alger-la-Blanche, ce même voyageur s'apitoie sur le sort des petits yaouleds, pieds nus, qui gagnent quelques sous en cirant les souliers au lieu d'aller à l'école; il est effrayé de la puanteur et de la promiscuité de la Casbah; il s'afflige du spectacle qu'offrent les constructions en vieux bidons de pétrole entre le boulevard Bru et le cimetière indigène du Hamma. Dans ces taudis, la mortalité infantile, la tuberculose et les épidémies de toutes sortes font des ravages effroyables. La sous-alimentation de ces masses misérables, leur misère physiologique sont prouvées par les résultats des conseils de revision qui ne peuvent être taxés d'un humanitarisme excessif : en 1921, sur 60.000 jeunes gens appelés, 12.000 seulement ont été pris; en 1930, pour Alger, 9.000 conscrits ont été retenus sur 28.502 examinés.

Dans ces dernières années, cet état de misère s'est encore aggravé. La crise mondiale supprime les débouchés des produits agricoles; le fellah ne peut vendre son blé, ses olives, ses figues ou ses dattes. Les ouvriers indigènes, qui, malgré le code de l'indigénat, avaient pu s'embaucher en France, sont refoulés. Ils n'envoient plus l'argent qu'ils prélevaient sur leurs salaires et viennent augmenter le nombre des bouches à nourrir. A ces causes générales s'ajoute la politique d'expropriation poursuivie par le gouvernement. De 1920 à 1930, on a exproprié à tour de bras pour créer de nouveaux centres de colonisation — ou réserver des zones à reboiser. Le fellah exproprié reçoit, en échange de sa parcelle, des terrains de mauvaise qualité ou des sommes d'argent insignifiantes qu'il a vite fait de dépenser.

Le fellah a constamment besoin d'argent pour attendre la vente de sa récolte; il est alors la proie des usuriers (pas seulement des juifs). Des taux de 200 à 300 % sont fréquents. Le fellah endetté est rapidement dans l'impossibilité de rembourser les sommes dues; il doit liquider sa terre à un prix dérisoire.

Les fellahs dépossédés sont obligés de s'embaucher comme ouvriers agricoles ou d'aller accroître l'armée des manœuvres dans les villes. Cet afflux de main-d'œuvre, combiné à la mévente du vin et au ralentissement général des affaires, entraîne une diminution sensible des salaires. Les ouvriers agricoles, qui ont la chance de trouver du travail, sont payés 5 et 6 francs par jour; à la ville, des salaires journaliers de 10 et 12 francs sont courants.

Pour compléter le tableau, ajoutons que le fellah est en butte aux tracasseries du Service forestier qui réprime impitoyablement les délits de pacage en forêt; il est, en outre, sous la coupe des caïds, aghas, bachagas qui prélèvent sur lui une dîme en nature chaque fois qu'ils offrent un méchoui ou une diffa à un hôte de passage.

De telles conditions de vie acculent au désespoir les malheureux fellahs; elles expliquent amplement les quelques actes de révolte qui ont alerté le gouvernement français; l'on pourrait, au contraire, s'étonner de la résignation avec laquelle les indigènes supportent leur misère si l'on ne savait qu'ils y ont été amenés par de nombreuses années de souffrance et d'oppression. Mais la résignation humaine a une limite, la mesure est comble; et si l'on n'apporte à la situation des fellahs une amélioration immédiate, il faut s'attendre à de nouveaux incidents, aussi et même plus graves que ceux que l'on a déjà eu à déplorer.

Le mécontentement des intellectuels

L'entrée en scène des intellectuels indigènes est, en Algérie, un fait relativement récent. En dehors des instituteurs, un certain nombre de musulmans aisés ont pu pousser leurs études jusqu'à la Faculté et devenir médecins, pharmaciens, avocats. Ces intellectuels sont profondément humiliés de ne pas être mis sur le même pied que leurs condisciples européens. Ils ne comprennent pas qu'on leur refuse les droits dont bénéficient les Français d'origine; ils sont outrés d'être moins considérés que des néo-Français (Espagnols, Italiens ou Maltais récemment naturalisés sans instruction) ou que les anciens indigènes israélites naturalisés en bloc par le décret Crémieux. Enfin, ils se sentent solidaires des fellahs et réclament l'amélioration de leur sort.

Ces intellectuels développent une grande activité; ils font des conférences; ils publient plusieurs heb-

domadaires écrits en langue française (les journaux écrits en caractères arabes ont été supprimés parce que rédigés en « langue étrangère » !), où ils protestent contre toutes les exactions, contre toutes les injustices dont sont victimes les indigènes, et exposent, généralement en termes très modérés, leurs revendications essentielles. Cette action leur a assuré une grande influence parmi leurs coreligionnaires. Lors des élections aux Conseils généraux, aux Délégations financières, ces intellectuels l'emportent sur les candidats officiels, des illettrés que l'Administration soutient pour avoir bien en mains les représentants indigènes et supprimer toute velléité de protestation.

Sur ce mouvement intellectuel se greffe un mouvement analogue sur le plan religieux. L'Administration s'est entourée de marabouts à sa solde qui utilisent leur influence religieuse pour maintenir les fellahs dans l'obscurantisme et leur prêcher la résignation. Des savants théologiens, à culture purement islamique, les Oulémas, battent en brèche cette domestication de la religion; ils veulent supprimer le dogmatisme rigide des marabouts et permettre l'évolution des musulmans vers une société plus moderne. Le cheik El Okbi, à qui le préfet a interdit de prendre la parole à la Mosquée d'Alger, est l'un des plus marquants de ces Oulémas.

Les aspirations des indigènes

Les éléments colonialistes s'efforcent de propager l'idée qu'il existe un nationalisme musulman, dont le but est de jeter les Français à la mer. Il n'en est rien, pour l'instant, en Algérie. Les indigènes d'Algérie n'aspirent pas à évincer les Européens, mais à obtenir les mêmes droits qu'eux, à être traités comme des hommes de la même espèce et non comme des inférieurs. Ils veulent surtout que disparaisse la conception du « bicot », c'est-à-dire le sentiment de mépris de l'Européen pour le musulman, qui se manifeste à l'occasion des moindres actes de la vie quotidienne. Dans leurs journaux, dans toutes leurs interventions au cours de l'enquête ministérielle, les représentants indigènes ont constamment protesté de leur loyalisme et leur sincérité ne saurait être mise en doute. Dans leurs revendications, ils insistent sur la suppression de toute différenciation entre indigènes et Européens. Mais il est évident que si le gouvernement s'obstine dans sa politique d'oppression, si les indigènes arrivent à se convaincre qu'ils ne peuvent attendre des dirigeants français la satisfaction de leurs revendications les plus légitimes, ils n'auront plus qu'à se replier sur eux-mêmes; l'administration aura créé ce nationalisme qu'elle prétend redouter.

Les mesures prises

Tout le long de son voyage, Régnier a répété, comme un leitmotiv, que, pour faire disparaître le malaise algérien, il fallait renforcer l'autorité. Aux indigènes, qui mettaient toute leur confiance dans le représentant de la métropole pour atténuer les injustices dont ils souffrent, le ministre répondit par une aggravation des mesures d'exception. Un décret du 4 avril punit la provocation à des désordres ou à des manifestations contre la souveraineté française et la provocation à la résistance active ou passive contre l'application des lois, décrets et règlements. Avec un texte pareil, la moindre critique de l'Administration coloniale, la moindre protestation contre un abus administratif peuvent être considérées comme des atteintes à la souveraineté française et entraîner des sanctions pour leurs auteurs.

En dehors de ce décret, le gouvernement a annoncé une loi contre l'usure et l'allocation d'un crédit de 150 millions pour secourir les fellahs.

La loi contre l'usure est une facétie administrative. Tant que les fellahs seront dans l'obligation de trouver de l'argent à tout prix pour faire leurs semences ou leur récolte et de s'adresser aux prêteurs privés, les usuriers ne seront pas à court de procédés pour tourner la loi.

L'octroi d'une subvention de 150 millions est un fait positif (à remarquer qu'en même temps 450 millions sont accordés aux cultivateurs européens). Malheureusement, la distribution de cette manne est confiée aux administrateurs de communes mixtes; ces millions n'iront que pour une faible part dans la poche des fellahs et serviront surtout à récompenser les partisans du gouvernement.

Répercussions

Le voyage de Régnier a causé une profonde déception chez les indigènes. Déjà, après la guerre, où beaucoup des leurs s'étaient fait tuer, les musulmans algériens avaient espéré devenir définitivement Français. La loi du 4 février 1919, pleine d'équivoques, déformée par les décrets ultérieurs, ne leur a pas donné satisfaction. Ce fut ensuite le centenaire sur lequel ils avaient fondé beaucoup d'espoirs; on ne leur a accordé, à cette occasion, que la suppression des tribunaux répressifs, réforme sans portée réelle.

Cette déception nouvelle, venant après les deux autres, peut avoir des conséquences graves. Il est encore temps pour le gouvernement d'éviter une scission définitive entre l'élément indigène et l'élément européen, en adoptant une politique vraiment humaine à l'égard des musulmans. Si, obéissant comme il est à craindre aux injonctions des féodaux algériens, le gouvernement s'engage dans une politique de répression et étouffe les protestations les plus légitimes, il accentuera le mécontentement des indigènes et la situation deviendra bientôt irrémédiable.

La tâche syndicale

Les syndicats unitaires font un effort pour attirer les travailleurs musulmans des villes; ils ont obtenu un certain résultat à cet égard. Malheureusement, la mainmise ouverte du Parti communiste sur la C.G.T.U. est un obstacle sérieux au développement de l'influence unitaire sur les indigènes; elle leur donne l'impression d'être utilisés à des fins qui ne sont pas les leurs.

La C.G.T. ne fait absolument rien pour amener les indigènes aux syndicats. Elle a cependant une tâche importante à remplir sur ce point. Ce n'est qu'en se groupant professionnellement que les travailleurs européens et indigènes pourront résister à l'exploitation croissante des féodaux et de leurs représentants. C'est par la défense de leurs intérêts communs au sein du syndicat qu'ouvriers européens et indigènes supprimeront les préjugés de race qui les séparent et s'opposent à leur émancipation commune. Nos camarades confédérés doivent vaincre l'apathie de leurs dirigeants, leur rappeler qu'il existe une question indigène et agir à l'intérieur de leurs organisations pour faire disparaître toute différenciation entre syndiqués européens et musulmans.

Jean LEUNOIS.

A bas la guerre !

Diffusez notre tract « Trahison »

FAITS ET DOCUMENTS

Des « principes » terroristes au « réalisme » ministériel

Lorsqu'en 1905 *Alphonse XIII, roi d'Espagne, vint à Paris, une bombe lui fut lancée rue de Rivoli. A cette époque existait un journal,* L'Avant-Garde, *fondé par notre actuel ministre de la Santé Publique, Ernest Lafont, pour défendre les idées du syndicalisme révolutionnaire au sein du Parti socialiste.*

Voici comment, dans son numéro du 4 juin 1905, *l'*Avant-Garde, *par la plume de Lafont lui-même, appréciait l'acte :*

LA BOMBE

Un petit bruit discordant est venu troubler le concert chaleureux des acclamations parisiennes.

Gouvernants, policiers et badauds en ont perdu la tête. Ce n'était pourtant qu'une bombe, et une bombe mal lancée !

Nos socialistes officiels ont, dans ce qu'ils appellent l'attentat anarchiste, une lourde part de responsabilité.

Rendus, par l'abstention du parti et la discrétion des grands journaux, impuissants à s'organiser en *manifestation collective,* les sifflets hostiles pouvaient facilement éclater en *bombe individuelle.*

Certes, la bombe ne figure pas dans le programme socialiste. Pour notre parti, la bombe, comme la religion, est *affaire privée.*

Mais les imprécations hypocrites ou injurieuses de la *Petite République* et de l'*Action* sont singulièrement déplaisantes pour des oreilles socialistes.

Si la prudence et le respect des lois scélérates nous font un devoir de proclamer bien haut que nous n'approuvons pas l'acte courageux des disciples de Brousse, nos principes nous permettent-ils de le condamner ?

Le « danger mortel » pour le mouvement ouvrier belge

L'expérience Van Zeeland ne dure que depuis quelques mois et, déjà, comme nous l'avions prévu, le désenchantement s'empare des militants socialistes belges. L'Etudiant Socialiste *de juin a publié à ce sujet un article d'où nous détachons ces lignes amères :*

Nous apercevons le danger mortel qui menace notre mouvement : depuis la constitution du gouvernement Van Zeeland, la propagande pour le Plan s'est ralentie. Plus ou peu de meetings, plus d'affiches, plus de combativité dans notre presse, plus de démonstrations de masse.

Les fêtes du Premier Mai, qui, cette année, auraient dû être plus que jamais des démonstrations de force et de lutte, ont été négligées dans la plupart des régions du pays. Les cortèges traditionnels ont défilé cahin-caha, et ce n'est que de temps en temps que l'on se souvenait — hommage rendu à un disparu qui n'était pas trop cher — du Plan du Travail.

Enfin, on put lire avec stupéfaction dans les journaux socialistes que le Bureau National d'Action pour le Plan du Travail était supprimé!

Nous avons accepté d'enthousiasme le gouvernement Van Zeeland parce qu'il nous rapprochait du Plan et parce que son action devait renforcer notre Parti. Nous ne l'avons pas accepté pour mettre le Plan du Travail en poche et, par là, compromettre le socialisme et la démocratie en Belgique.

Nous croyons fermement d'ailleurs que Henri de Man et Spaak ne seraient pas entrés au gouvernement s'ils avaient su que d'aucuns dans le Parti étaient prêts à saisir l'occasion pour supprimer le résultat de dix-huit mois d'une activité glorieuse et féconde. Nous demandons à Henri de Man et à Spaak de réagir.

AMI DE LA R. P.

Diffuse notre tract : **« Trahison ! »**
Récolte des adhésions à la Conférence contre la Guerre

C'EST UN DEVOIR !

NOUVEAU COLLIER DE BELLONE

« Est-il un seul socialiste ou un seul communiste qui puisse mettre en doute que si, malgré tous les efforts des peuples, la guerre leur est imposée, leur unité dans le combat en fera surgir la révolution ? »

Marcel CACHIN.

(*Humanité,* 8-6-35.)

⁂

« Il (Zyromski) approuve notamment Blum d'avoir dit au cours d'un débat que si l'hitlérisme attaquait, le peuple français se lèverait pour battre l'envahisseur. Le Congrès applaudit, tandis que les trotskistes hurlent.

« Zyromski s'écrie :

« — Nous n'avons rien de commun avec les tolstoïens, les quakers et les doukhobors. »

(*Humanité* du 11 juin 1935. Compte rendu du Congrès socialiste de Mulhouse.)

ENTRE NOUS

Les deux premiers tirages de notre tract Trahison (20.000 *exemplaires*) *étant épuisés, nous avons dû faire un troisième tirage de* 10.000. *Nous sommes donc en mesure de satisfaire les commandes de nos amis, mais nous prions ceux-ci de ne pas oublier que l'impression et les frais de poste grèvent lourdement notre budget.*

Diffusez notre tract Trahison ! *Aidez-nous à en supporter les frais.*

⁂

La R. P. *est un des rares organes ouvriers qui ont le courage de dire au prolétariat la vérité, toute la vérité. Demain, si les événements s'aggravent, son rôle peut devenir plus important encore.*

Dès aujourd'hui, il faut qu'elle touche le plus possible de ceux des militants qui sont troublés par la déclaration de Staline et par la marche à l'union sacrée sous le drapeau tricolore associé au drapeau rouge.

Envoyez-nous des adresses! Nous expédierons des bouillons de nos récents numéros.

LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ. COURBEVOIE. TÉL. 280.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COLLECTIONS DE " LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE "

Précis de géographie économique

par J.-F. HORRABIN
traduit de l'anglais par J. PÉRA

(45 Cartes)

Prix : 9 francs *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

Un Fleuve de Sang

Une brochure

« Cette brochure est parfaite. »
Andrée VIOLLIS.

Prix : UN franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux :
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, PARIS-X^e^ (Compte N^o^ 734-99 Paris).

Vous ne connaissiez pas

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'il vous intéresse,

abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement en 2^e^ page de la couverture).

Lisez les **numéros de propagande** que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous voulons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre le fascisme et contre la guerre.

Ni parlementarisme, ni fascisme,
Tout le Pouvoir aux Travailleurs !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

NON, STALINE A TORT !

Qu'a dit Staline ? Ceci, que l'*Humanité* n'a garde de reproduire, alors qu'elle publie des colonnes de commentaires :

« M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

La politique stalinienne veut entraîner les travailleurs dans le jeu infernal des impérialismes, au mépris de toutes les affirmations de Lénine, oubliant les terribles conséquences pour la classe ouvrière de la duperie de 1914.

Nous ne marchons pas !

Staline a tort ! Les fortifications bétonnées de l'Est, les deux ans, le « rabiot », la construction d'escadrilles de bombardement — qu'il « comprend » et « approuve pleinement » — toutes ces mesures ne sont pas des mesures de sécurité pour le prolétariat.

Ce sont des mesures de guerre.

La guerre, nous n'en voulons plus !

Seuls, les travailleurs allemands, par leur effort propre, peuvent se débarrasser de Hitler.

La liberté, pas plus que la révolution, ne se porte sur les ailes des avions de bombardement, même soviétiques.

1914-1918 a fait assez de victimes !

A bas la nouvelle union sacrée !

LA COOPÉRATIVE, 16, R. DE METZ, COURBEVOIE. - DEC. 1939